

Révolution politique prolétarienne pour renverser le régime affameur d'Eltsine !

URSS : colère ouvrière contre le traitement de choc du « libre marché »

Reportage de Moscou

Moscou, 18 janvier - Deux semaines se sont écoulées depuis que la « réforme du libre marché » de Boris Eltsine, le président de la Russie, a fait s'envoler les prix des denrées alimentaires, et ceux des autres produits de première nécessité. Malgré les promesses démagogiques qu'une offre abondante allait faire son apparition, les rayons des magasins sont toujours vides, et les files d'attente toujours aussi longues. La colère populaire commence à monter rapidement à la surface. Dans toute la Russie, le « tsar Boris » est accueilli avec des banderoles, des huées et des cris hostiles qui s'en prennent à la « libéralisation » des prix. Et les alliés politiques d'Eltsine commencent à l'abandonner et à l'attaquer.

Pendant ce temps, l'hyperinflation, l'accaparement et la spéculation détruisent les liens entre la mine et l'usine, la ferme collective et le magasin d'alimentation. A Moscou, la plupart des entreprises industrielles ne disposent de fournitures que pour seulement deux ou trois semaines de production. Sous l'effet du « traitement de choc » dicté par les impérialistes et appliqué par Eltsine et ses cohortes contre-révolutionnaires, l'économie entière est gagnée par la paralysie. L'émission de la télévision soviétique *News One* du 17 janvier rapporte que dans tout le pays, les mineurs sont prêts à se mettre en grève : « A Dzerjinsk, il y a 18 000 mineurs qui sont au chômage, parce qu'il n'y a plus de bois de charpente dans les mines » et qu'il n'y a plus d'argent pour en acheter. « En Arménie, la pénurie d'essence et de fuel domestique est catastrophique. Les entreprises ont arrêté



A la manifestation du 12 janvier au Kremlin, pour protester contre la hausse des prix, des manifestants portent le portrait de Lénine.

de travailler. L'énergie est réservée aux boulangeries et aux hôpitaux. Les crèches sont fermées. »

Des émeutes de la faim ont commencé à éclater dans plusieurs villes soviétiques. A Tachkent, la capitale de l'Ouzbékistan, la police a ouvert le feu sur des milliers d'étudiants qui marchaient sur le palais présidentiel ; plusieurs personnes ont été tuées. Il y a une semaine, à Stavropol, la vitrine d'un magasin a été brisée par des clients furieux du prix inaccessible des saucissons, dont un kilo coûte maintenant un mois de salaire d'un ouvrier moyen. A Vladimir, les protestations indignées contre le prix du lait ont conduit les autorités locales à abaisser le nouveau prix de 6 roubles à 1,20 rouble le litre, prix astronomiquement plus élevé qu'il y

a deux semaines. Les protestations spontanées contre les prix des produits alimentaires ont aussi gagné Moscou. Le 12 janvier, une chaîne humaine de 1 500 personnes a bloqué le Kouznetski Most, à quelques rues de distance du Kremlin, après qu'un magasin se fût trouvé à court de lait - un produit devenu tellement rare que beaucoup de gens n'arrivent pas à se rappeler quand ils en ont vu pour la dernière fois dans les magasins.

Le gouvernement Eltsine est de plus en plus désemparé et de plus en plus déconsidéré auprès de la plus grande partie de la population. Fait significatif, un sondage récent a révélé qu'un tiers des Russes sont d'avis que les organisateurs du coup d'Etat du Kremlin, en août dernier, devraient être libérés. Rouslan

Khasboulatov, le président du parlement russe et l'un des alliés les plus importants d'Eltsine, a maintenant ajouté sa voix à tous ceux, de plus en plus nombreux, qui demandent la démission du gouvernement ; il dénonce comme « totalement absurde » l'« envolée incontrôlée, anarchique, des prix ». Tandis qu'Eltsine et le président ukrainien Leonid Kravtchouk se disputent sur comment dépecer vives les forces armées soviétiques, et en particulier la flotte stratégique de la mer Noire, les militaires expriment ouvertement le mécontentement que leur inspirent tous les gouvernements nationalistes.

Dans l'assemblée de 5 000 officiers réunis au Kremlin le 17 janvier, l'atmosphère était à la colère, et le sentiment général était favorable au maintien d'une armée unique et d'un commandement unifié. Un jeune officier de marine demanda la démission du commandant en chef, le maréchal Evgueni Chapochnikov, un des partisans de premier plan d'Eltsine dans l'armée. Un lieutenant major des forces nucléaires stratégiques déclara que « l'armée ne doit pas être un jouet entre les mains de politiciens. C'est la voie de la guerre civile. » Un officier qui parlait au nom du Parti des ouvriers communistes russe (RKR), et qui appelait « à défendre la puissance soviétique comme nos pères l'avaient fait », fut écarté du micro et violemment passé à tabac.

Des actions de protestation organisées et des grèves ouvrières contre les hausses de prix pourraient mobiliser autour d'un axe de lutte prolétarien une population soviétique qui bout d'impatience, et ouvrir la voie à une révolution politique pour balayer les fragiles gouvernements contre-révolutionnaires aujourd'hui en place en Russie et dans les autres républiques. Début janvier déjà, en Lituanie, une grève d'une semaine a paralysé les cinq plus grands journaux de cette république. Le 13 janvier, dans le bassin houiller de Karaganda, dans le Kazakhstan, les mineurs ont cessé le travail. Cependant, ils avaient comme revendication - inappropriée - que la centrale d'achats d'Etat paie un prix plus élevé pour leur charbon de moindre qualité. On parle maintenant d'un débrayage des

Suite page 2

M2651 - 116 - 5,00 F



URSS...

Suite de la page 1

mineurs de Vorkouta. Et dans la ville de Voronej, à plusieurs centaines de kilomètres de Moscou, les ouvriers menacent de faire grève si « des mesures ne sont pas prises d'ici le 1^{er} février ».

Les hausses de prix incontrôlées donnent aux travailleurs soviétiques un avant-goût de ce que signifie la restauration du capitalisme. Il est aujourd'hui pratiquement impossible pour un couple de travailleurs moyen de nourrir leur famille, et les prix d'un grand nombre de produits ont continué à augmenter vertigineusement après l'oukase du 2 janvier. En Ukraine, pour atténuer la brutalité du choc et empêcher les Russes de venir acheter des produits, le gouvernement alloue l'équivalent de 200 roubles en bons alimentaires en complément des salaires des ouvriers; ces bons s'échangent aujourd'hui au marché noir à dix fois leur valeur nominale! La chute libre du rouble, orchestrée consciemment, signifie qu'à chaque fois que des citoyens qui travaillent dur passent devant un kiosque à tabac, ils sont nargués par le spectacle d'un paquet de Marlboro qui coûte l'équivalent d'une semaine de salaire.

Une vieille dame qui regardait les nouveaux prix dans le supermarché d'Etat Eliseevsky Gastronom du centre de Moscou, s'est écriée: « C'est un cauchemar devenu réalité » (*Moscow Guardian*, 10 janvier). Un autre consommateur ajouta: « Maintenant, c'est seulement les riches qui peuvent acheter dans ces magasins. » Et les prix des marchés privés, où l'on trouve tout en abondance, sont bien plus élevés encore.

Des actions ouvrières décisives et disciplinées pour réquisitionner les stocks de produits alimentaires accaparés par les spéculateurs qui les écoulent sur les marchés privés, ou qui les stockent en attendant de nouvelles hausses de prix, seraient immensément populaires parmi toutes les couches de la population. Des comités ouvriers pour réquisitionner et distribuer les stocks de produits alimentaires pourraient jeter les bases pour de véritables soviets, constitués de représentants élus de toutes les usines et entreprises, ainsi que d'étudiants, de retraités et d'employés de bureaux. Des groupes de défense ouvriers pour protéger les stocks de produits alimentaires et les points de distribution pourraient ouvrir la voie à la formation de milices ouvrières, en alliance avec des unités prosocialistes de l'Armée rouge. C'est uniquement en prenant en charge en son propre nom le pouvoir politique, et en balayant les « gouvernements » contre-révolutionnaires perchés en équilibre instable au sommet de l'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré qui se fissure, que la classe ouvrière soviétique pourra combattre la catastrophe à laquelle elle est aujourd'hui confrontée.



Der Spiegel



Dima Tanin/AFP

En bas, des citoyens soviétiques, indignés par les hausses de prix décrétées par Eltsine, le prennent publiquement à partie. En haut, la misère au quotidien dans une décharge publique de Moscou.

Une direction révolutionnaire du prolétariat constitue la clé pour décider du sort du prolétariat soviétique et de la patrie de la révolution d'Octobre. Si le prolétariat n'agit pas en son propre nom, il existe un danger que des fascistes, ainsi que d'autres démagogues antisémites et nationalistes, reprenant le vieux cri de guerre pogromiste « Sus aux Juifs! », manipulent le désespoir croissant des travailleurs et dévoient les possibilités de lutte. Mais les divers débris « communistes » du vieux parti dirigeant stalinien ou bien donnent un soutien camouflé à la restauration capitaliste, ou bien font cause commune avec des chauvins grand-russes qui s'en prennent aux Juifs. Ceci a été démontré de la façon la plus concrète qui soit dans la manifestation du 12 janvier, qui était dominée par le RKRP nouvellement constitué. Environ 15 000 personnes, dont beaucoup brandissaient des drapeaux rouges, étaient venues à cette manifestation pour dénoncer les hausses de prix et le dépeçage de l'Union soviétique; cependant, les organisateurs de la manifestation, non contents d'offrir une tribune au nationalisme russe sous sa forme la plus crue, ont permis à un cortège fasciste et monarchiste organisé de défilé en toute impunité.

Au cœur de la tourmente contre-révolutionnaire, la Ligue communiste internationale combat pour forger les cadres d'un parti d'avant-garde multinational et authentiquement léniniste. Seul le retour à la voie internationaliste de Lénine et Trotsky peut fournir le programme de combat pour reforcer l'Union soviétique sur des fondations économiques collectivisées, et pour repousser la vague contre-révolutionnaire.

Les mineurs dans le maelström

Depuis les gigantesques grèves de l'été 1989 dans les bassins du Kouznetsk en Sibérie occidentale, du Donetsk en Ukraine orientale et du Karaganda au Kazakhstan, les mineurs constituent le secteur le plus combatif du prolétariat

soviétique. Mais en l'absence d'une direction révolutionnaire, ils ont cherché à défendre leurs conditions de vie dans le cadre de la perestroïka de Gorbatchev (c'est-à-dire des « réformes » orientées vers le marché), par exemple en réclamant l'indexation des salaires des mineurs sur les profits de la mine où ils travaillent. Le régime Gorbatchev ayant piétiné toutes ses promesses et les conditions de vie continuant à s'aggraver, un syndicat indépendant des mineurs a été formé, avec une direction fermement pro-Eltsine ouvertement liée à l'impérialisme américain.

Mais aujourd'hui, les mineurs sont confrontés à la marche forcée eltsinienne vers la contre-révolution capitaliste, et ils réagissent. La grève du Karaganda a été précédée en décembre par une autre grève, limitée à une seule mine, qui avait éclaté parce que beaucoup de mineurs n'étaient pas payés depuis deux mois. Fait remarquable, en plus de leurs revendications salariales, les mineurs demandaient la suppression des commerces « coopératifs » qui pratiquent des prix prohibitifs au nom de la « libre entreprise », une revendication reprise aujourd'hui dans plusieurs régions. Mais la principale revendication de la direction procapitaliste (et pro-Eltsine) du Syndicat indépendant des mineurs est centrée sur l'augmentation du prix d'achat du charbon par la centrale d'achats d'Etat, les profits supplémentaires devant être redistribués aux mineurs.

De telles revendications erronées ne sont pas l'apanage de tel ou tel groupe de mineurs, mais sont largement répandues parmi les ouvriers soviétiques confrontés à la désintégration de l'économie et à la montée des forces procapitalistes. Dans le cas du Karaganda, les mines locales ont une production d'une qualité inférieure à celles des autres régions, en particulier dans le Kouzbass. Seule une économie collectivisée et centralisée pour subventionner le charbon plus coûteux à produire et de moins bonne qualité, assurant ainsi l'égalité des revenus pour tous les mineurs. Si les entreprises industrielles

sont « libres » d'acheter ce qu'elles veulent et de négocier les prix, elles ne paieront jamais au même prix le charbon de qualité médiocre du Karaganda et le charbon de qualité supérieure du Kouzbass.

La revendication de « gestion ouvrière » des entreprises dans le cadre d'une économie de marché est la marque distinctive du social-démocrate Boris Kagarlitsky, qui joue le rôle d'« aile gauche » autoproclamée du camp contre-révolutionnaire. En particulier avec une économie soviétique en chute libre, cela signifierait une concurrence féroce entre les mineurs des différents bassins. En outre, si les laquais de Wall Street et de Francfort menés par Eltsine et Kravtchouk ouvrent la Russie et l'Ukraine au marché mondial, les mineurs soviétiques seront confrontés à la concurrence du charbon sud-africain produit par des mineurs noirs surexploités, et à celle des mines à ciel ouvert hautement mécanisées des Etats-Unis et d'Australie.

Rosa Luxemburg, dans sa polémique classique contre le réformisme social-démocrate - *Réforme ou révolution?* - explique pourquoi, sous le capitalisme, les coopératives de producteurs (l'équivalent de la « gestion ouvrière ») sont toujours détruites par la concurrence du marché: « Mais dans l'économie capitaliste l'échange domine la production; à cause de la concurrence il exige, pour que puisse vivre l'entreprise, une exploitation impitoyable de la force de travail, c'est-à-dire la domination complète du processus de production par les intérêts capitalistes. Pratiquement, cela se traduit par la nécessité d'intensifier le travail, d'en raccourcir ou d'en prolonger la durée selon la conjoncture, d'embaucher ou de licencier la force de travail selon les besoins du marché, en un mot de pratiquer toutes méthodes bien connues qui permettent à une entreprise capitaliste de soutenir la concurrence des autres entreprises. D'où, pour la coopérative de production, la nécessité, contradictoire pour les ouvriers, de se gouverner eux-mêmes avec toute l'autorité absolue nécessaire et de jouer vis-à-vis d'eux-mêmes le rôle d'entrepreneurs capitalistes. De cette contradiction la coopérative de production meurt, en ce sens qu'elle redevient une entreprise capitaliste ou bien, au cas où les intérêts des ouvriers sont plus forts, qu'elle se dissout » (*Oeuvres*, tome 1, petite collection Maspero).

Pour la classe ouvrière soviétique aujourd'hui confrontée à la contre-révolution capitaliste, le salut ne réside pas dans l'autogestion des entreprises, ni dans des systèmes de participation aux bénéfices. Il réside dans une victoire sur les forces de la contre-révolution, afin de préserver et de régénérer l'économie collectivisée sur la base du pouvoir politique du prolétariat et de la planification centralisée. Il faut pour cela une perspective basée sur une opposition inflexible à l'introduction du marché, et sur l'unité internationaliste des travailleurs de toutes les nationalités. Le procédé qui consiste à dresser les uns contre les autres les travailleurs des différentes régions ou nationalités constitue pour les forces bourgeoises le moyen par lequel elles espèrent diviser et désolidariser le prolétariat, afin d'écraser toute résistance ouvrière.

L'armée gronde

Il n'y a pas que la situation économique qui menace d'exploser au visage d'Eltsine et de ses congénères. Les forces armées restent la seule institution multinationale significative en Union soviétique, et leur existence même est en jeu au moment où les différents « gouvernements » des républiques se démènent pour dépeçer l'Union et en partager les dépouilles. Les profondes dissensions entre républiques se sont focalisées autour du conflit entre Eltsine et Kravtchouk sur la flotte de la mer Noire. Il y a une semaine de cela, Eltsine a tapé du poing sur la table en affirmant que la

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième internationaliste), pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Suzanne Girard, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault.

REALISATION: François Donau. REVISEUR-REDACTEUR: Carine Gance.

DIFFUSION: Jean-Luc Etchart. DIRECTEUR DE PUBLICATION:

William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévick, BP 135-10

75463 Paris Cedex 10

Imprimerie: Routage de Paris

5, chemin des Fruitières

93200 La Plaine-St-Denis

Commission paritaire: n° 59267

Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Le Fonds Lénine-Trotsky a besoin d'argent !

Les ressources de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) sont limitées et nos tâches de l'heure énormes. Ces ressources ne viennent que des cotisations des membres et des dons de camarades qui apprécient notre activité. En dehors d'un supplément imprimé à 70 000 exemplaires, le deuxième numéro du *Bulletin Spartacist* en russe vient de paraître, avec pour titre « Lutte pour le communisme de Lénine et Trotsky ». Nombre d'ouvriers soviétiques prosocialistes ont soif de presse trotskyste, mais les réalités économiques nous imposent de subventionner lourdement nos publications pour les maintenir à un prix abordable. Les coûts d'impression et autres frais font qu'une intervention internationaliste en Union soviétique coûte cher. Aidez à la construction de noyaux trotskystes nécessaires pour diriger les travailleurs soviétiques dans la lutte pour défaire la contre-révolution.

Envoyez vos chèques à l'ordre de la LTF et mandats postaux à l'ordre du « Bolchévik » à l'adresse suivante : LB - BP 135-10 - 75463 Paris Cedex 10 (Préciser : « Fonds Lénine-Trotsky »).



Photos Spartacist

La LCI lève la bannière rouge du trotskysme en URSS : dans les manifestations pour l'anniversaire d'Octobre à Moscou (en haut à droite) et pour protester contre le projet de fermeture du musée Lénine (en bas à droite) ; à gauche, à l'initiative de nos camarades, le nettoyage de la statue de Marx, souillée par des contre-révolutionnaires ; au centre, notre table de presse à la conférence des mineurs en 1990.



Pour la défaite de la contre-révolution d'Elsine-Bush !

flotte « était, est et restera à la Russie ». Les négociations de la semaine dernière ont accouché d'un compromis précaire qui stipule que la flotte sera partagée navire par navire, tandis que le régime de Kiev insiste que tous les bâtiments non porteurs d'armes nucléaires lui appartiennent.

Le commandant en chef adjoint de l'armée de l'air, le colonel général Boris Pyankine, a mis en garde que le conflit entre Eltsine et Kravtchouk « a créé une dangereuse agitation parmi les troupes ». Le commandant des forces nucléaires stratégiques en Ukraine, le général de division Vladimir Bachkirov, a pratiquement menacé Kravtchouk : « Dans ma division, j'ai davantage de boutons que le Président, donc vous feriez mieux d'être prudents avec moi. » La Pravda du 14 janvier publiait en première page une déclaration de l'Assemblée des officiers de la garnison de Moscou, l'organisme qui a succédé au commissariat politique qu'Eltsine avait tenté d'interdire, mettant en garde contre la dislocation de l'armée.

Jusqu'ici, moins de 10 % des soldats stationnés en Ukraine ont prêté le nouveau serment de loyauté exigé par Kiev, qu'une centaine d'unités ont explicitement refusé, et le régime Kravtchouk semble reculer sur son ultimatum d'expulser toutes les unités « déloyales » avant la fin du mois. Le serment de loyauté au gou-

vernement russe proposé par Eltsine n'a guère plus de succès.

De plus, si les soldats sont soumis aux mêmes pressions nationalistes que la société soviétique dans son ensemble, les divisions quant à l'attitude devant le serment de loyauté ne semblent pas s'établir selon l'origine nationale. Toutes les informations disponibles indiquent que la hiérarchie militaire est restée intacte. Un appel d'une unité d'aviation qui circule parmi les forces armées proclame : « L'armée a été la force qui a prévenu les massacres fratricides. Les politiciens des Etats indépendants, poursuivant leurs objectifs, ont fait tout ce qu'ils ont pu pour que les sentiments nationalistes atteignent un point qui produise les dividendes politiques et économiques escomptés pour eux-mêmes, et forcent ainsi les hommes en uniforme à accéder au pouvoir. » L'appel se termine par la revendication de « garantir pendant la période de transition la protection légale et sociale sans interruption des officiers et de leur famille, les produits, la nourriture, la paye et des conditions de vie normales ».

Mais les conditions de vie en Union soviétique aujourd'hui sont tout sauf « normales ». La situation des officiers et des soldats ne sera pas défendue si l'armée est démembrée, et l'armée soviétique sera détruite si les différents régimes contre-révolutionnaires réussissent à

détruire l'Union soviétique et ses fondations socialisées. De façon inquiétante sinon surprenante, les voix qui s'élèvent pour le maintien de l'unité de l'armée sont largement mêlées à celles du nationalisme russe, lequel cherche à ériger un Etat (bourgeois) grand-russe fort qui dominerait les autres républiques, et à restaurer la « prison des peuples » que les bolchéviks de Lénine avaient combattue et démantelée. Le journal stalinien/nationaliste russe *Sovietskaïa Rossia*, dans son reportage sur la manifestation du 12 janvier, met ainsi l'accent sur les appels à « l'armée, une et indivisible » (14 janvier), référence explicite à la vieille formule tsariste « la Russie, une et indivisible ». En l'absence d'une perspective communiste internationaliste, le désir partagé par de nombreux militaires de restaurer l'ordre social et un Etat fort pourrait aisément être canalisé vers la répression de l'agitation ouvrière.

Le mois dernier, nous écrivions : « Le corps des officiers soviétiques demeure la seule institution soviétique véritablement multinationale. Mais pour préserver l'armée et l'Etat multinationaux d'Union soviétique, il faut sauver la propriété socialisée sur la base de laquelle ils ont été créés » (*Workers Vanguard* n° 541, 27 décembre 1991). L'armée soviétique doit retourner aux fondations internationalistes sur lesquelles elle a été créée, et dont

son fondateur, Léon Trotsky, était l'exemple.

« Patriotes » staliniens et chauvins grands-russes

A la manifestation du 12 janvier, la foule a applaudi des orateurs qui dénonçaient le changement de nom de Leningrad et exigeaient la démission d'Eltsine, et aussi un militaire qui appelait l'armée à « remplir ses devoirs constitutionnels et prendre l'autorité en mains ». Mais les organisateurs du rassemblement, la coalition « Moscou du travail/Russie du travail » dominée par le RKRP, avaient mis au centre de leur appel à la manifestation la revendication qu'Eltsine vienne prendre la parole au cours du rassemblement !

Cette manifestation a rassemblé tout ce qu'il y a de répugnant et de rétrograde parmi les débris dits « patriotes » de la bureaucratie stalinienne en déconfiture. Faisant suite à une autre manifestation qui avait eu lieu le 22 décembre, elle avait pour principale revendication : « Faisons entendre la voix du peuple. » Le « peuple » auquel pensaient les organisateurs, c'étaient des individus du genre de Nevzarov, le présentateur de la télévision populiste-monarchiste qui s'est récemment acoquiné avec le « colonel noir » procapitaliste Viktor Alksnis pour fonder le parti nationaliste russe « Nachi » (« A

Suite page 4

URSS...

Suite de la page 3

nous»). Le drapeau de Nachi était accroché à la tribune, en présence de partisans du Parti libéral démocratique, le groupe fasciste de Jirinovsky. A la manifestation du 22 décembre, Jirinovsky avait même été autorisé à parler depuis la tribune.

Contrairement à la gigantesque manifestation pour l'anniversaire de la Révolution, le 7 novembre à Moscou, qui avait reflété la profondeur de l'opposition à la contre-révolution d'Eltsine, les manifestations qui se sont succédé depuis ont été beaucoup plus petites et significativement teintées de nationalisme russe, Pamiat et d'autres groupes fascistes y participant ouvertement avec leurs ordures antisémites. Le 12 janvier, il y avait même sur les bords de la manifestation un bloc organisé de plusieurs centaines de fascistes et de monarchistes. On pouvait voir des drapeaux rouges et des portraits de Lénine (ainsi que quelques portraits de Staline) voisinant avec des drapeaux tsaristes et des affiches antisémites. De la tribune, on appelait à « l'unité de toutes les forces, des communistes aux monarchistes » pour préserver « le grand Etat ». Pourtant, pour nombre de ceux qui étaient venus là, les drapeaux rouges et les appels au pouvoir des soviets n'étaient pas juste des oripeaux d'un programme nationaliste. Plus de 1 800 exemplaires des publications de la LCI ont été vendus à ceux qui étaient ouverts à un programme authentiquement communiste – malgré les tentatives d'intimidation et les menaces des fascistes et des antisémites qui rôdaient parmi la foule.

En août dernier, la bureaucratie stalinienne a subi une défaite politique décisive quand le contre-coup d'Etat d'Eltsine a fait suite à la tentative de coup d'Etat



Daniel Lainé-VU-Actuel

Les fascistes russes de Pamiat, troupes de choc de la contre-révolution

avortée des conservateurs du Kremlin. Les débris de l'aile stalinienne qui s'est qualifiée de « patriote » n'ont aucune base pour une existence politique indépendante. Ils n'ont aucune perspective qui permette à la classe ouvrière soviétique multinationale de renverser Eltsine et les autres régimes contre-révolutionnaires dans les républiques non russes, et pour ressouder l'Union soviétique sur la base du pouvoir politique du prolétariat. Au lieu de cela, les « patriotes » staliniens cherchent à faire cause commune avec les nationalistes grand-russes de l'espèce la plus réactionnaire, au nom de l'opposition à la domination occidentale. Nous avons maintenant sous nos yeux la forme la plus dégénérée du « front populisme » stalinien – un bloc politique avec des monarchistes et des fascistes.

Le Parti des ouvriers communistes russe, constitué à l'issue d'un congrès qui s'est tenu il y a deux mois à Sverdlovsk, est le plus grand parmi les nombreux groupes « communistes » qui rassemblent des éléments de la bureaucratie stalinienne en décomposition. Contrairement au groupe ouvertement social-démocrate



Boris Yurchenko/AP

Le 17 janvier, 5 000 officiers se sont réunis pour réaffirmer leur attachement à l'unité de l'armée soviétique.

qu'est le Parti du travail (Troud), dont le porte-parole le plus en vue est Boris Kagarlitsky, et au Parti socialiste du travail ouvertement pro-Gorbatchev de Roy Medvedev – qui tous deux acceptent l'introduction d'une économie de marché –, le RKRП proclame son opposition de principe à l'introduction du marché. Le groupe de Kagarlitsky prend ouvertement pour modèle le Parti travailliste britannique de Neil Kinnock, et demande que la « liberté des salaires » accompagne la « liberté des prix » ; quant au Parti socialiste du travail, il a accueilli à son congrès de fondation, le mois dernier, une délégation de la social-démocratie allemande, les lieutenants ouvriers du Quatrième Reich.

Dans le marais stalinien, où il cohabite avec le RKRП, on trouve aussi le Parti des communistes russe (RPK) et l'Union des communistes, tous deux issus de l'ex-Plate-forme marxiste du PCUS et qui tous deux acceptent l'introduction du capitalisme avec un verbiage sur l'« économie mixte » et le maintien d'un secteur d'Etat puissant. Un autre groupe, de taille plus réduite, est le Parti communiste pan-Union (B), le VKP(B), composé de plusieurs organisations « Unité » (Edinstvo) concurrentes, dont celle de la tristement célèbre thuriféraire de Staline Nina Andreeva. Le VKP(B) appelle explicitement à revenir à l'époque de Staline (ainsi qu'aux traditions d'Alexandre Nevsky, grand-duc de Moscovie de l'époque médiévale !), et ses dirigeants ne font pas mystère de leur nationalisme grand-russe virulent.

Le Front uni des travailleurs (OFT) stalinien a de fait cessé d'exister, son appareil moscovite étant passé au RKRП tandis que d'autres de ses partisans, comme ceux rassemblés autour du journal *Kontrargumenty i Fakty*, ont pris leurs distances pour tenter de constituer un pôle de recyclage pour des positions « marxistes ». Au moment du coup d'Etat et du contre-coup d'Etat d'août, KIF proclamait que l'ennemi principal était la lamentable « bande des huit » alors même qu'Eltsine se faisait le fer de lance de la contre-révolution proimpérialiste.

Quant au RKRП, les principales forces qui l'animent sont le commandant de la région militaire de Sverdlovsk, le général Albert Makachov, un antisémite patenté qui s'est présenté aux élections présidentielles russes de juin dernier avec le soutien déclaré des fascistes de Pamiat ; le groupe Initiative communiste de Léningrad, dont le principal idéologue est un compère de Makachov du nom d'Andrei Sergueev ; et le journal *Molnia* de Viktor Anpilov à Moscou. Malgré ses dénonciations d'apparence orthodoxe du capitalisme et ses appels au pouvoir de soviets

ouvriers élus, le RKRП s'en prend avec constance au « capital occidental », et se caractérise principalement par ses appels de plus en plus ouverts au nationalisme russe.

Au congrès de fondation du RKRП à Sverdlovsk, un de ses dirigeants a salué dans les bolchéviks ceux qui ont conduit « le peuple à lutter contre ceux qui avaient détruit la Grande Russie en février 1917 » (KIF, janvier). Et l'année dernière, Sergueev qualifiait de périmée l'« idée du collectivisme international », en ajoutant : « Si nous continuons à nous accrocher à ça, nous causerons un dommage moral au peuple russe, mais l'idée d'un collectivisme russe, ou grand-russe si vous voulez, va marcher. »

Le nationalisme russe du RKRП, et en particulier de son principal porte-parole Anpilov, devient de plus en plus prononcé. Après la proclamation de la « Communauté d'Etats indépendants » en décembre, Anpilov a essayé de rivaliser avec les rodomontades grand-russes du « Parti démocratique de Russie », l'organisation d'extrême droite de Nikolai Travkine, et a appelé à un « front unique » pour « sauver l'Union soviétique ». Peu de temps auparavant, lors d'une petite manifestation organisée le 6 décembre pour protester contre les hausses de prix, les partisans d'Anpilov ne se sont pas contentés de se joindre à Pamiat, mais ont fait physiquement bloc avec cette racaille fasciste au cours d'un affrontement avec des manifestants anarchistes.

Le RKRП et les autres groupes staliniens résiduels n'ont cependant aucune cohérence, et leurs contradictions internes les feront éclater, les éléments les plus à droite passant directement dans le camp nationaliste réactionnaire. Les éléments les plus à gauche du RKRП critiquent ouvertement la capitulation d'Anpilov devant le nationalisme russe, et parlent même dans cette organisation d'une « aile

internationaliste » aux contours mal définis. Alors que tous ces groupes prêchent l'unité nationaliste front-populiste, ce qu'il faut c'est l'unité communiste authentique autour d'un programme internationaliste conséquent, pour vaincre la contre-révolution et restaurer le pouvoir politique du prolétariat soviétique, comme à l'époque de Lénine et Trotsky.

Pour un parti léniniste-trotskyiste de toute l'Union !

La lutte que mènent avec l'énergie du désespoir les masses soviétiques pour défendre leurs conditions de vie face à l'offensive de la contre-révolution capitaliste, Anpilov et ses pareils cherchent à la canaliser vers un bloc avec le nationalisme réactionnaire. Il s'agit là d'un jeu non seulement sinistre mais dangereux, car les fascistes que ce faisant on favorise et on légitimise, s'ils ont seulement la moitié d'une occasion de le faire, traiteront leurs alliés d'un jour, les « patriotes » qui se proclament communistes, avec tout autant de brutalité que les travailleurs soviétiques, les Juifs et les autres nationalités. Un article sur les « nouvelles » organisations de gauche publié dans la *Pravda* du 6 janvier notait : « Si les partis de gauche ne peuvent pas contrôler les protestations spontanées des travailleurs et les diriger d'une manière politique civilisée, nous pouvons avoir deux scénarios politiques différents : soit nous pouvons avoir un soulèvement absolument destructeur des couches inférieures, soit des méthodes de gouvernement fascistes de la part des couches supérieures. Les éléments des deux scénarios existent déjà. »

Le journaliste de la *Pravda* voudrait une opposition parlementaire « civilisée », sur le modèle de la social-démocratie d'Europe de l'Ouest ou des staliniens français. Mais la consolidation de la contre-révolution en Union soviétique sera tout sauf civilisée. Il existe une alternative à l'anarchie et au fascisme. C'est la restauration de l'ordre social et économique sur la base du pouvoir politique du prolétariat. Il y a un demi-siècle de cela, Léon Trotsky avait prédit que l'effondrement inévitable du régime bureaucratique stalinien conduirait soit à une contre-révolution sanglante, soit au rétablissement d'une véritable démocratie des soviets, comme celle qui avait été établie par la Révolution bolchévique de 1917.

Ce qu'il faut, c'est une direction prolétarienne et révolutionnaire qui pourra diriger la résistance élémentaire des masses vers une lutte consciente pour la révolution politique prolétarienne. Les prémisses d'une lutte victorieuse contre la contre-révolution existent en abondance : la haine envers Eltsine et ses cohortes grossit de jour en jour. Nos camarades travaillent à forger un nouveau noyau d'avant-garde bolchévique, par la voie d'un regroupement de tous ceux qui veulent être des communistes sur le programme de l'Octobre rouge. Pour un parti léniniste-trotskyiste de toute l'Union soviétique, construit dans le combat pour reforger la Quatrième Internationale !

– Traduit de Workers Vanguard n° 543



VIENT DE PARAÎTRE !

**Bulletin
Spartacist n° 2**

En russe
(10 francs)

**Luttez pour le communisme
de Lénine et Trotsky !**

Chèques et mandats à l'ordre de :
Le Bolchévik
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

La LCR: des brigades pour la Croatie ?

18 décembre 1991 - Ils n'étaient pas d'une trentaine à devoir choisir un siège dans une trop grande salle parisienne aux 3/4 vide, pour écouter l'exposé somme toute peu enthousiasmant - révolutionnairement parlant - de Catherine Samary: une nouvelle prise de position de la LCR en faveur de la Yougoslavie. Au menu de ce jour: la Yougoslavie.

Dans la guerre entre chauvins grand-serbes et nationalistes contre-révolutionnaires qui déchire aujourd'hui l'Etat ouvrier déformé multinational yougoslave, la LCR a choisi d'apporter son soutien au régime ultra-réactionnaire de Tudjman. Dans la brochure « Contre la guerre en Yougoslavie » (Dossier Rouge n° 40, décembre 1991), sous la plume de Catherine Samary, la LCR refuse une « approche [qui] s'associe généralement à l'assimilation d'une souveraineté croate à une menace oustachie (ce qui est en pratique une agression majeure contre cette souveraineté) ». N'en déplaise à l'auteur, la « souveraineté » dont rêve le régime sécessionniste croate c'est celle d'une Croatie devenant une néo-colonie du Quatrième Reich. L'homme fort de ce régime, Franjo Tudjman, est un apologiste bien connu du régime oustachi cléricofasciste de la Deuxième Guerre mondiale, régime qui, sous la protection de la Wehrmacht, a massacré des centaines de milliers de Serbes, de Juifs et de Gitans.

La Ligue trotskyste est intervenue, au meeting du 18 décembre, contre cette LCR qui s'est retrouvée - tant de fois! - dans le camp des plus farouches ennemis de la classe ouvrière mondiale. Notre camarade dénonça ce soir-là la LCR pour soutenir, en Yougoslavie, les nationalistes croates qui se réclament des fascistes de la Deuxième Guerre mondiale, une LCR

qui attaque Mitterrand pour ne pas avoir choisi le camp croate, et présenta notre position: il n'y a ni camp serbe ni camp croate à soutenir dans le conflit territorial fratricide qui les oppose aujourd'hui. Si le haut commandement de l'armée serbe ne se bat pas pour préserver la propriété collectivisée des moyens de production, le régime croate sécessionniste est contre-révolutionnaire et veut faire de la Croatie une néo-colonie du Quatrième Reich. La LCR a soutenu toutes les espèces de nationalistes qu'elle a pu trouver en Europe de l'Est, les « Frères de la Forêt » pronazis, les nationalistes baltes, les nationalistes polonais, et se retrouve aujourd'hui sur la même barricade que les

aujourd'hui en URSS pour construire le parti révolutionnaire qui vaincra la contre-révolution. Elle était le 7 novembre à Moscou où elle a participé au défilé pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre. Elle se bat contre l'antisémitisme et le nationalisme grand-russe. Elle se bat pour que les ouvriers soviétiques infligent une défaite à la contre-révolution de Bush-Eltsine! Pour le retour à la voie de Lénine et Trotsky!

La LCR enfonce le clou et implicitement demande une intervention du chef de l'impérialisme français en Yougoslavie. On trouve dans Rouge (n° 1471, 21 novembre 1991) une attaque contre Mitterrand, qui sacrifierait les « principes » avec

oublieraient « de soutenir le peuple croate contre l'invasion du régime de Belgrade ». Si dans sa brochure la LCR appelle à « briser la logique grand-serbe, en Serbie même », il semble bien qu'elle confie cette tâche à Mitterrand! Douteuse « direction révolutionnaire » qui appelle implicitement de ses vœux une intervention impérialiste! Les internationalistes prolétariens savent que chauvins grand-serbes ou nationalistes contre-révolutionnaires croates sont des ennemis mortels de la classe ouvrière yougoslave. Mais, contrairement à la LCR, ils s'opposent farouchement à toute intervention impérialiste, et si demain les casques bleus de l'ONU devaient intervenir en Croatie, nous savons qu'il ne s'agirait là que d'un camouflage pour un nouveau massacre impérialiste et choisirions notre camp: celui de l'armée yougoslave et de la Serbie contre les forces soutenues par les impérialistes.

Dans le cadre nationaliste du stalinisme, le régime Tito a été aussi loin qu'il l'a pu pour mettre sur pied une fédération multinationale véritable. Mais le « socialisme dans un seul pays » est une escroquerie, en particulier pour un pays des Balkans relativement arriéré, et la désintégration actuelle de la Yougoslavie le montre bien. La contre-révolution capitaliste ne peut signifier que le génocide nationaliste et l'exploitation impérialiste sauvage. Il est urgent de mobiliser la classe ouvrière et les officiers et soldats prosocialistes pour lutter contre les forces du nationalisme fratricide, qui servent directement les intérêts prédateurs de l'impérialisme occidental, pour renverser les Milosevic et les Tudjman. Il faut pour cela forger un parti d'avant-garde révolutionnaire multinational basé sur l'internationalisme prolétarien de Lénine, Trotsky et Christian Rakovsky. ■

Nationalistes armés célébrant la proclamation de la « souveraineté croate » qu'acclame la LCR.



nationalistes grand-russes, la barricade d'Eltsine et de la contre-révolution en marche. Notre camarade conclut son intervention en déclarant que la Ligue communiste internationale (dont nous sommes la section française) lutte au-

« résignation » (quels autres principes pourrait avoir Mitterrand, sinon ceux du capitalisme)! Et de « s'étonner » du « soutien objectif au régime bureaucratique et stalinien serbe » des « organisations progressistes françaises » (le PS?) qui

Hommage à Lénine à Paris

Mardi 21 janvier, une centaine de personnes se sont rassemblées devant l'immeuble parisien où, de 1909 à 1912, vécut Vladimir Ilitch Lénine, dans un appartement qui a été transformé en 1955 en un petit musée. Cette brève cérémonie en hommage au grand révolutionnaire, le jour anniversaire de sa mort, était organisée à l'initiative de la revue littéraire *Digraphe*, publiée par des intellectuels liés au PCF. Depuis plusieurs années, tous les 21 janvier, *Digraphe* a célébré place de la Concorde la décapitation de Louis Capet, ci-devant Louis XVI.

Cette année, devant l'appartement de Lénine, a été lu un poème de Maïakovski écrit pour la mort de Vladimir Ilitch. Et devant les drapeaux rouges brandis par de vieux communistes, ont retenti les couplets brûlants de la *Varsoviennne* et de l'*Internationale*. Alors que la direction du PCF de l'URSS a fait table rase et soutenu les muscadins et les Cent-Noirs d'Eltsine au nom de la « démocratie » bourgeoise, cette cérémonie sobre et émouvante a montré qu'il se trouve toujours dans le PCF nombre de militants attachés à la révolution d'Octobre.

La mal-nommée « Ligue communiste révolutionnaire », qui n'a pas hésité à grimper sur le char d'Eltsine qui veut détruire l'Etat ouvrier que Lénine et Trotsky travaillèrent de toutes leurs forces à édifier et à défendre, avait eu le front d'envoyer une délégation, qui n'a fait qu'acte de présence. Le drapeau du communisme authentique, celui des trotskystes de la Ligue communiste interna-

tionale (LCI), était, lui, fièrement déployé. Nos camarades avaient aussi amené des pancartes où l'on pouvait lire: « Ouvriers soviétiques: écrasez la contre-révolution de Bush-Eltsine! » et « Retour à la voie de Lénine et Trotsky! » Plusieurs dizaines de journaux de la LCI furent vendus aux militants du PCF intéressés par le combat des trotskystes en Union soviétique.

Dans son discours, le directeur de *Digraphe*, Jean Ristat, rendit à Lénine, le combattant de la « révolution mondiale », un hommage terni par une récrimination digne non d'un révolutionnaire internationaliste, mais d'un social-chauvin affligé de la mesquinerie petite-bourgeoise d'un

exécuteur testamentaire: un appel pour « exiger » le retour à la « France, mère des révolutions » du drapeau de la Commune de Paris qui, en 1924, avait été confié par la Section française de l'Internationale communiste à la garde du soviétique de Moscou!

Mais cette désagréable impression fut vite dissipée quand l'orateur suivant lut les mots puissants et révolutionnaires de Lénine, avec le « Rapport sur les tâches qui incombent au pouvoir des Soviets » et le « Discours prononcé après l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht le 19 janvier 1919 ». Fut ensuite lu l'émouvant hommage à Feliks Dzerjinsky écrit par le surréaliste français Pierre de Mas-

sot à la mort du fondateur de la Tchèque, en 1926.

Après avoir symboliquement rebaptisé la rue « rue Lénine », les participants engagèrent des discussions animées sur la politique traître de Gorbatchev et la nécessité de se battre en Union soviétique contre la restauration capitaliste. Une centaine de manifestants, la plupart vétérans du PCF, en rupture avec la ligne pro-Eltsine de leur direction, qui buvaient de la vodka russe au milieu de la chaussée et parmi des drapeaux rouges pour rendre hommage à la révolution d'Octobre et à Lénine: un de ces moments qui vous donnent du cœur à l'ouvrage! Na zdarovié! ■

Manifestations contre Eltsine

Le 1^{er} février, la Ligue trotskyste a publié un appel à manifester le 6 février contre Eltsine, en visite officielle à Paris. Le 31 janvier, nos camarades de la Spartacist League/US ont organisé à New York un rassemblement contre cet agent de l'impérialisme. Nous reproduisons ci-dessous des extraits du communiqué de presse diffusé à l'issue de ce rassemblement.

Pour ses débuts diplomatiques, le président russe Eltsine a été accueilli à son arrivée au siège de l'ONU à New York vendredi [31 janvier], par des mani-

festants qui scandaient: « Eltsine est un instrument de la domination de Wall Street! » La manifestation était appelée par la Spartacist League dont les militants portaient des pancartes où l'on pouvait lire en anglais et en russe: « A bas la contre-révolution d'Eltsine-Bush! Retour à la voie de Lénine et Trotsky! » Les manifestants dénonçaient la tentative d'Eltsine d'introduire le capitalisme en Union soviétique [...].

« Eltsine est en visite à New York pour saluer respectueusement ses bailleurs de fonds de Wall Street et son parrain George

Bush », a déclaré, au nom de la SL, Len Meyers [...].

Un autre orateur a transmis les salutations des camarades soviétiques de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste): « Aujourd'hui en Union soviétique, c'est pour nous l'heure de tous les dangers. Eltsine pousse à sa conclusion ultime la politique stalinienne de trahison et de soumission à l'impérialisme. Il prépare la paupérisation des travailleurs. »

Les manifestants scandaient: « Eltsine et Kravtchouk dehors, Lénine et Trotsky c'est ce que nous voulons! » [...]. ■

La Révolution russe et la lutte pour la libération des Noirs aux USA

Nous reproduisons ci-dessous une version légèrement abrégée d'un texte de James P. Cannon, « La Révolution russe et le mouvement noir américain ».

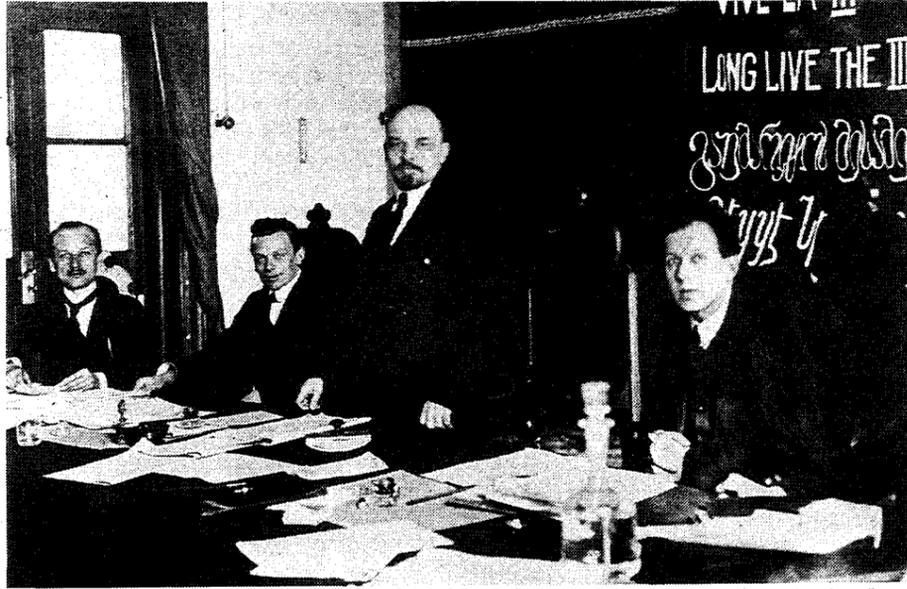
Avant la Première Guerre mondiale, Cannon avait été membre de l'organisation syndicaliste révolutionnaire International Workers of the World (les « Wobblies ») et du Parti socialiste américain. Il fut par la suite un des membres fondateurs et un dirigeant du Parti communiste, avant d'en être expulsé comme partisan de Léon Trotsky en 1928, devenant dès lors la figure la plus marquante du trotskysme et fondateur du parti trotskyste américain, le SWP. L'article « La Révolution russe et le mouvement noir américain » a été écrit en 1959. Il faisait partie des lettres adressées par Cannon à l'historien « libéral de guerre froide » Theodore Draper, au sujet de l'histoire des premières années du mouvement communiste américain (lettres qui ont été réunies et republiées en 1962 sous le titre *les Dix premières années du communisme américain*). Dirigeant historique du communisme américain, Cannon réfute dans cet article la thèse de Draper pour qui les problèmes qu'avait le communisme américain, en particulier en ce qui concerne la question noire, avaient été importés de Moscou.

Cannon argumente ici que le mouvement communiste des Etats-Unis dut rompre avec une tradition « radicale » (au sens anglo-saxon de contestation radicale



James P. Cannon, dirigeant du PC américain et du trotskysme aux USA.

de l'ordre établi) qui au mieux ignorait la question noire, et au pire ne se distinguait pas du racisme blanc déclaré des syndicats corporatifs de l'AFL (American Federation of Labor). Pour effectuer cette rupture, il fallut l'expérience de la Révolution russe, qui avait pris fait et cause pour les nations et les ethnies opprimées de l'empire tsariste. Ce fut cette expérience, incarnée dans le Parti bolchévique et transmise via le Comintern, qui permit au PC américain de reconnaître la question comme un problème d'oppression spécifique, non réductible au conflit immédiat entre capital et travail. Cette compréhension jeta la base pour les combats efficaces pour les droits et l'égalité des Noirs que le PC réussit à mener au début des années 1930, en dépit de sa dégénérescence stalinienne et de l'idiotie politique que représentait



Lénine au premier congrès de l'Internationale communiste en 1919.

l'appel à l'« autodétermination des Noirs dans les Etats du Sud ».

Au début des années 60, une génération de jeunes militants noirs ont rompu avec ce que Cannon appelait la direction « gradualiste » du mouvement des droits civiques, comme Martin Luther King. Mais à l'époque où Cannon écrivait cet article, son parti – le Socialist Workers Party – était entré dans un processus de dégénérescence centriste, et les critiques acerbes qu'il adresse à la direction du mouvement des droits civiques et aux nationalistes noirs peuvent aussi être vues comme une protestation – cependant jamais répétée par la suite – contre la capitulation de son propre parti devant ces deux courants politiques. Un autre dirigeant et théoricien du SWP, Dick Fraser, avait tracé la voie d'une intervention politique active du parti révolutionnaire d'avant-garde pour gagner les meilleurs éléments du mouvement noir. Dans son texte « Résolution sur la lutte des Noirs » (mai 1957), il écrivait notamment à l'adresse des militants noirs : « Ils doivent considérer qu'ils constituent une partie vitale d'un grand processus révolutionnaire mondial, qui a pour but la réorganisation du globe tout entier sur la base d'une complète égalité pour tous, grâce au socialisme. Ils doivent comprendre la crise du mouvement révolutionnaire mondial actuel : alors que les masses, dans le monde, ont démontré leur volonté de lutter pour cet objectif, la direction n'a pas répondu à cette attente, et par conséquent le mouvement ne réussit pas à atteindre ses objectifs historiques. Ceci a eu pour conséquence la crise historique de la direction, qui est le problème fondamental de notre époque. Les militants noirs ont dans cette situation, en dernier ressort, la responsabilité suivante : déterminer le programme qui correspond aux besoins objectifs de la lutte tout entière, et se l'approprier. Nous appelons les ouvriers noirs combattifs à rejoindre le Socialist Workers Party, le parti de la révolution américaine. Nous nous présentons devant eux comme le parti du prolétariat, des pauvres et des opprimés. Nous ne défendons aucun privilège économique, politique ou social, mais nous considérons que les opprimés du monde entier doivent agir ensemble pour conquérir la paix, la prospérité, la sécurité, l'égalité ; avec l'abondance pour tous, mais des

privilèges spéciaux pour personne [...]. Nous appelons les intellectuels noirs à lier leur sort à celui du prolétariat, la classe qui conduira à la victoire la lutte des Noirs. Mais cela signifie, avant tout, adhérer au programme du socialisme révolutionnaire – qui est la seule voie de la lutte prolétarienne victorieuse. »

Cela fait maintenant plus de trente ans que ce texte de Fraser et celui de Cannon ont été écrits. La construction d'un parti ouvrier révolutionnaire racialement intégré reste aujourd'hui une tâche brûlante aux Etats-Unis (où nos camarades de la Spartacist League poursuivent ce combat). Mais les expériences de la lutte des Noirs aux USA sont aussi utiles en France où les travailleurs « immigrés » et leurs enfants subissent une ségrégation et une terreur racistes qui plongent leurs racines dans la barbarie coloniale d'un impérialisme déclinant.

Tout au long des dix premières années du communisme américain, le parti s'est préoccupé de la question noire et il est arrivé graduellement à une politique différente et supérieure à celle du radicalisme américain traditionnel. Pourtant, dans les documents que j'ai publiés concernant cette période, la question noire n'apparaît nulle part comme étant l'objet de controverses internes entre les principales fractions. La raison en est que les dirigeants américains n'ont élaboré d'eux-mêmes aucune idée nouvelle sur ce problème explosif ; et qu'aucune des frac-

tions, en tant que telle, n'a été à l'initiative d'aucun des changements d'approche, d'attitude et de politique qui avaient été graduellement effectués avant que le parti n'achève sa décennie d'existence.

Les principales discussions sur la question noire ont eu lieu à Moscou, et c'est là-bas que fut élaborée la nouvelle approche du problème. Dès le deuxième congrès du Comintern, en 1920, « les Noirs en Amérique » était un point de l'ordre du jour, et il y eut une discussion préliminaire sur la question. La recherche historique établira de manière probante que l'impulsion initiale de la politique du PC sur la question noire est venue de Moscou, et qu'en outre l'élaboration ultérieure de cette politique, jusques et y compris l'adoption du mot d'ordre d'« autodétermination » en 1928, est venue de Moscou.

Sous l'aiguillon et la pression constante des Russes au sein du Comintern, le parti engagea pendant ses dix premières années un travail en direction des Noirs ; mais il n'en recruta qu'un nombre très limité, et son influence dans la communauté noire ne représentait pas grand-chose. Il serait facile d'en tirer la conclusion pragmatique que toutes les discussions et tous les efforts portant sur cette politique pendant ces dix ans, de New York à Moscou, ont été beaucoup de bruit pour rien, et que les résultats de l'intervention russe ont été complètement négatifs.

C'est là peut-être l'opinion commune en ces jours de guerre froide, où l'aversion pour tout ce qui est russe tient communément lieu d'opinion réfléchie. Mais ce n'est pas conforme à l'histoire – et de très loin.

[...] Il a fallu au jeune parti ces dix premières années pour s'engager de façon significative dans ce domaine auparavant inexploré. On ne peut pas comprendre les résultats spectaculaires des années 1930 sans se référer à la décennie de changement et de réorientation qui a précédé. C'est là que les actions et les résultats ultérieurs trouvent leur origine.

Une analyse sérieuse du processus dans toute sa complexité doit commencer par la constatation qu'au début des années 1920 les communistes américains, comme toutes les autres organisations radicales de l'époque et de la période précédente, n'avaient pour point de départ sur la question noire qu'une théorie inadéquate, une attitude fautive ou indifférente et l'adhésion de quelques Noirs

Le poète noir américain Claude McKay s'adresse au quatrième congrès de l'Internationale communiste en 1922.



de tendance radicale ou révolutionnaire.

A ses débuts, le mouvement socialiste duquel le Parti communiste est issu n'avait jamais reconnu aucune nécessité d'un programme spécial sur la question noire. Celle-ci était considérée purement et simplement comme un problème économique, faisant partie de la lutte entre les ouvriers et les capitalistes; rien ne pouvait être fait concernant les problèmes spéciaux de discrimination et d'inégalité avant l'avènement du socialisme.

Les meilleurs de ces premiers socialistes étaient représentés par Debs, qui avait une attitude fraternelle envers toutes les races et était totalement exempt de préjugés. Mais la déclaration suivante de Debs exprime les limites des vues de ce grand agitateur sur ce problème, qui était loin d'être simple: «*Nous n'avons rien de spécial à offrir aux Noirs, et nous ne pouvons pas nous adresser séparément à toutes les races. Le Parti socialiste est le parti de la classe ouvrière tout entière, sans considérations de couleur - la classe ouvrière tout entière, du monde entier*» (Ray Ginger, *The Bending Cross*). Ceci était considéré à l'époque comme une position très avancée, mais ne laissait pas de place à un soutien actif aux revendications spéciales des Noirs pour un peu d'égalité ici et maintenant, ni dans un avenir proche, dans la voie vers le socialisme.

[...]

Telle était la position traditionnelle dont le Parti communiste hérita à ses débuts du mouvement socialiste qui l'avait précédé et dont il était issu. La politique et la pratique du mouvement syndical étaient pires encore. Pour être membre de l'IWW [International Workers of the World], il n'y avait aucune restriction «*de race, de couleur ou de croyance*». Mais les syndicats prédominants, ceux de l'AFL, à quelques rares exceptions près, étaient des syndicats corporatistes exclusivement blancs. Eux non plus n'avaient rien de spécial à offrir aux Noirs; rien du tout, en fait.

La différence - et c'est une différence profonde - entre le Parti communiste des années 1920 et ses ancêtres socialistes et radicaux, fut déclarée par sa rupture avec cette tradition. Les premiers communistes américains, sous l'influence et la pression des Russes au sein du Comintern, apprenaient lentement et péniblement à changer leur attitude; à assimiler la nouvelle théorie de la question noire comme une question spéciale de citoyens de deuxième classe doublement exploités, question qui nécessitait un programme de revendications spéciales faisant partie intégrante du programme d'ensemble - et à commencer à faire quelque chose à ce propos.

[...]

Ce changement et cette préparation, amenés par l'intervention russe pendant les années 1920, devaient manifester leurs effets de façon explosive au cours de la décennie suivante. La grande dépression produisit des conditions hautement favorables pour l'agitation et l'organisation radicales parmi les Noirs, à un moment où le Parti communiste se retrouvait prêt à s'engager sur ce terrain comme aucune autre organisation radicale ne l'avait jamais fait auparavant dans ce pays.

Tout ce qui était neuf et progressiste sur la question noire est venu de Moscou, après la Révolution de 1917 et comme résultat de cette révolution - non seulement pour les communistes américains qui y réagirent directement, mais aussi pour tous ceux qui se préoccupaient de cette question.

[...]

Tout le monde savait qu'en toutes choses la situation des Noirs était la pire, mais presque personne ne s'en préoccupait ni ne voulait faire quoi que ce soit pour essayer de changer ou de modérer cet état de choses. La majorité de 90% de Blancs de la société américaine, y compris sa composante ouvrière, au Nord

comme au Sud, était complètement imprégnée de préjugés contre les Noirs; et le mouvement socialiste reflétait ces préjugés dans une large mesure - même si, par considération pour l'idéal de la fraternité humaine, l'attitude socialiste était silencieuse, et prenait la forme de l'esquive. La vieille théorie du radicalisme américain s'avérait être dans la pratique une formule pour l'inaction sur le front Noir, ainsi - subséquemment - qu'un écran pratique pour les préjugés raciaux latents des radicaux blancs eux-mêmes.

L'intervention russe changea tout cela, et ce de façon drastique et en mieux. Avant même la Première Guerre mondiale et la Révolution russe, Lénine et les Bolchéviks se distinguaient de toutes les autres tendances du mouvement socialiste et ouvrier international par l'attention qu'ils portaient aux problèmes des nations opprimées et des minorités nationales, et par le soutien actif apporté à leurs luttes pour la liberté, pour l'indépendance et pour le droit à l'autodétermination. Les bolchéviks accordaient ce soutien à tous les «*peuples sans droits égaux*» de façon sincère et sérieuse, mais il n'y avait là rien de «*philanthropique*». Ils avaient aussi compris le grand potentiel révolutionnaire que renfermait la situation des peuples et des nations opprimées, et voyaient en eux des alliés importants de la classe ouvrière internationale dans la lutte révolutionnaire contre le capitalisme.

Après novembre 1917, cette nouvelle doctrine - avec une insistance particulière sur les Noirs - a commencé à être transmise au mouvement communiste américain, soutenue par l'autorité de la Révolution russe. Au sein du Comintern, les Russes ont pris à partie les com-



A la fin des années 30, la lutte pour la création des syndicats industriels du CIO a uni travailleurs noirs et blancs des grandes industries.

munistes américains en leur demandant avec fermeté et insistance de se débarrasser de leurs propres préjugés non exprimés, de s'intéresser aux problèmes et aux doléances spéciaux des Noirs américains, de faire du travail parmi eux, et de se faire les champions de leur cause dans la communauté blanche.

Il a fallu du temps aux Américains, éduqués dans une tradition différente, pour assimiler la nouvelle doctrine léniniste. Mais les Russes ont continué à insister année après année, accumulant les arguments et augmentant la pression sur les communistes américains jusqu'à ce que, finalement, ils aient appris et changé, et qu'ils se soient mis au travail pour de bon. Et ce changement dans l'attitude des communistes américains, qui a eu lieu graduellement pendant les années 1920, devait avoir quelques années plus tard une influence profonde dans des cercles beaucoup plus larges.

La rupture du Parti communiste avec la position traditionnelle du radicalisme américain sur la question noire coïncidait avec des changements profonds parmi les Noirs eux-mêmes. La migration à grande échelle depuis les régions agricoles du Sud vers les centres industriels du Nord s'accéléra considérablement pendant la Première Guerre mondiale et continua

Les soldats noirs américains qui avaient combattu dans la guerre de 1914-18 revinrent avec la volonté d'arracher une part de démocratie pour eux-mêmes. Ils furent soumis aux lynchages.



pendant les années qui suivirent. Ceci amena certaines améliorations dans leurs conditions de vie, par rapport à ce qu'ils avaient connu dans le Sud profond, mais qui ne suffisaient pas à compenser la déception d'être parqués dans des ghettos et d'être toujours soumis de tous côtés à la discrimination.

Le mouvement noir, tel qu'il existait à l'époque, avait soutenu patriotiquement la Première Guerre mondiale «*pour assurer la démocratie dans le monde*»; et 400 000 Noirs avaient servi dans les forces armées. Ceux-ci revinrent au pays en voulant pour eux-mêmes une petite retombée démocratique, mais ne purent guère en trouver nulle part. On répondit à leur nouvelle détermination par une recrudescence des lynchages et une flambée d'émeutes racistes dans tout le pays, au Nord comme au Sud.

légal - ceci pour la première fois depuis l'effondrement de la Reconstruction. Les agitateurs du parti dirigèrent des luttes et des manifestations pour que les Noirs au chômage soient dignement traités par les bureaux d'assistance, et pour réinstaller le mobilier des familles noires expulsées de leur appartement. Ce fut le Parti communiste qui présenta de façon hautement symbolique un Noir comme candidat à la vice-présidence en 1932 - quelque chose qu'aucun autre parti radical ou socialiste n'avait jamais imaginé faire.

Par de telles actions, ou des actions et de l'agitation similaires dans les années 1930, le parti secoua tous les cercles plus ou moins libéraux et progressistes de la majorité blanche, et commença à provoquer un changement d'attitude radical sur la question noire. En même temps, le parti devenait un facteur réel parmi les Noirs, et les Noirs amélioraient leur statut et leur confiance en eux-mêmes - en partie comme résultat de l'agitation militante menée par le Parti communiste sur cette question.

On ne peut pas se débarrasser des faits en disant: les communistes poursuivaient leurs objectifs propres. Toute agitation pour les droits des Noirs apportait du grain à moudre au moulin du mouvement noir; et l'agitation des communistes était - et de loin - plus énergique et plus efficace que toute autre à l'époque.

Ces nouveaux développements semblent contenir un élément contradictoire qui, à ma connaissance, n'a jamais été ni traité ni expliqué. L'expansion de l'influence communiste dans le mouvement noir pendant les années 1930 a eu lieu malgré le fait qu'un des nouveaux mots d'ordre imposés au parti par le Comintern - le mot d'ordre de l'«*autodétermination*» - autour duquel beaucoup de choses ont été dites et une multitude de thèses et de résolutions ont été écrites, et qui était même présenté comme le mot d'ordre principal, n'a jamais semblé adapté à la situation réelle. Le mot d'ordre de l'«*autodétermination*» a été mal ou pas du tout accepté dans la communauté noire; après l'effondrement du mouvement séparatiste dirigé par Garvey, ses aspirations allaient principalement vers l'intégration, avec des droits égaux.

En pratique, le PC sauta par-dessus cette contradiction. Quand le parti adopta le mot d'ordre d'«*autodétermination*», il n'abandonna pas son agitation militante pour l'égalité pour les Noirs et les droits des Noirs sur tous les fronts. Au contraire, il intensifia et étendit cette agitation. C'était ce que les Noirs voulaient entendre, et c'était ce qui faisait la différence. Ce furent l'agitation menée par le PC et son action sous ce dernier mot d'ordre qui donnèrent des résultats, sans l'aide, et probablement malgré, l'impopulaire mot d'ordre d'«*autodétermination*» et toutes les thèses qui furent écrites pour le justifier.

Pendant la «*troisième période*» d'ultra-radicalisme, les communistes devenus staliniens ont mené leur activité sur le terrain de la question noire avec toute la démagogie frauduleuse, les ex-

Noirs...

Suite de la page 7

gérations et les déformations qui leur sont propres et particulières. Mais malgré cela, l'appel aux droits égaux est passé et a rencontré un écho dans la communauté noire. Pour la première fois depuis les abolitionnistes, les Noirs voyaient un groupe militant déterminé et dynamique de Blancs qui se faisaient les champions de leur cause. Cette fois-ci non pas quelques philanthropes ou quelques pâles libéraux, mais les staliniens durs des années 1930, à la tête d'une grande montée du mouvement radical engendrée par la dépression. Il y avait de la puissance dans leur action à cette époque, et cela se ressentait dans de nombreux domaines de la vie américaine.

La première réaction d'un grand nombre de Noirs était favorable; et la réputation du parti en tant qu'organisation révolutionnaire, identifiée à l'Union soviétique, était probablement plus un avantage qu'un handicap. La couche supérieure de la population noire, qui aspirait à la respectabilité, avait tendance à prendre ses distances avec tout ce qui était radical; mais la base, les plus pauvres parmi les pauvres qui n'avaient rien à perdre, n'étaient pas effrayés. Le parti recrute des milliers de militants noirs dans les années 1930 et il devint, pour un temps, une véritable force dans la communauté noire. La raison primordiale, c'était sa politique sur la question des droits égaux, l'attitude générale qu'ils avaient apprise des Russes, et leur activité sur la nouvelle ligne.

Pendant les années 1930, l'influence et l'action du Parti communiste ne se limitaient pas à la question des « droits civiques » en général. Il agissait puissamment pour remodeler le mouvement syndical et pour aider les ouvriers noirs à conquérir une place qui leur avait auparavant été refusée. Les ouvriers noirs eux-mêmes, qui avaient pris une part active aux grandes luttes pour la création des nouveaux syndicats, avançaient leurs revendications plus agressivement que jamais. Mais ils avaient besoin d'aide, ils avaient besoin d'alliés.

Les militants du Parti communiste arrivèrent pour jouer ce rôle à un moment critique dans la formation des nouveaux syndicats. La politique et l'agitation du Parti communiste à cette époque fit davantage, dix fois plus que tout autre facteur pour aider les ouvriers noirs à s'élever à un nouveau statut, celui d'au moins la semi-citoyenneté dans le nouveau mouvement syndical créé dans les années 1930 sous l'étendard du CIO.

On attribue communément les progrès du mouvement noir, ainsi que le basculement de l'opinion publique en faveur de ses revendications, aux changements provoqués par la Première Guerre mondiale. Mais la plus grande chose qui est sortie de la Première Guerre mondiale, l'événement qui a tout changé, y compris les perspectives des Noirs américains, ce

fût la Révolution russe. L'influence de Lénine et de la Révolution russe, même détournée et déformée comme elle le fut par la suite par Staline puis passée par le filtre des activités du Parti communiste aux Etats-Unis, a contribué plus que toute autre influence, d'où qu'elle vienne, à la reconnaissance et à l'acceptation plus ou moins générale du fait que la question noire représentait un problème spécial de la société américaine - un problème qui ne peut pas être simplement ramené sous la rubrique générale du conflit entre le capital et le travail, comme c'était le cas dans le mouvement radical pré-communiste.

On peut ajouter quelque chose, d'une



Nos camarades américains de la Spartacist League étaient à l'initiative d'une mobilisation ouvrière/noire qui a stoppé le Ku Klux Klan, le 27 novembre 1982 à Washington.

importance limitée, en disant que le Parti socialiste, les libéraux et les dirigeants syndicaux plus ou moins progressistes ont accepté la nouvelle définition; et ont soutenu dans une certaine mesure les revendications des Noirs. C'est précisément ce qu'ils ont fait; ils ont accepté. Ils n'avaient pas élaboré de théorie indépendante, pas de politique propre; où seraient-ils allés la chercher - dans leur propre tête? Nullement. Pendant les années 1930, ils ont tous suivi, dans le sillage du PC, sur cette question.

Les trotskystes et d'autres groupes radicaux dissidents - qui eux aussi avaient appris des Russes - ont contribué comme ils l'ont pu au combat pour les droits des Noirs; mais les staliniens, qui dominaient le mouvement radical, dominaient également les nouveaux développements sur le terrain de la question noire.

Tout ce qui était neuf sur la question noire est venu de Moscou - après que la Révolution russe eut commencé à faire entendre comme un coup de tonnerre, dans le monde entier, son exigence de liberté et d'égalité pour toutes les minorités nationales, pour tous les peuples assujettis et pour toutes les races - pour tous les humiliés et les proscrits de la terre. Ce tonnerre gronde encore, plus fort que jamais, comme l'attestent chaque

jour les titres des journaux.

Les communistes américains ont réagi les premiers et avec le plus d'énergie à la nouvelle doctrine venue de Russie. Mais les Noirs, et des couches significatives de la société blanche américaine, ont réagi indirectement, et réagissent encore - qu'ils le reconnaissent ou non.

Les dirigeants officiels du mouvement des « droits civiques » des Noirs américains, qui ne sont pas peu surpris du développement de sa combativité et du soutien qu'il reçoit de la part de la population blanche du pays, soupçonnent à peine à quel point le mouvement qui monte est redevable à la Révolution russe qu'ils désavouent patriotiquement.

brouiller la question noire, comme ils l'ont fait avec toutes les autres questions. Ils ont trahi la lutte pour les droits des Noirs pendant la Deuxième Guerre mondiale au service de la politique étrangère de Staline - comme ils ont trahi les ouvriers américains en grève, comme ils ont applaudi à l'inculpation des trotskystes de Minneapolis en 1941, la première du genre, aux termes du Smith Act, pour les mêmes raisons fondamentales.

[...]

Pour ceux qui regardent vers l'avenir, ces faits sont importants; ils anticipent sur les choses à venir. Par leur activité militante des premières années, les staliniens ont donné un grand élan au nouveau mouvement noir. Par la suite, leur trahison de la cause des Noirs pendant la Deuxième Guerre mondiale a laissé la voie ouverte aux « gradualistes », partisans du pas à pas, qui depuis dirigent le mouvement sans être sérieusement contestés.

La politique du gradualisme, qui promet la libération des Noirs dans le cadre du système social qui les asservit et les humilie, n'est pas efficace. Elle ne va pas aux racines du problème. Les aspirations des Noirs sont immenses, l'énergie et la ferveur dépensées dans leur lutte le sont aussi. Mais les acquis concrets de leur lutte sont à ce jour terriblement maigres. Ils ont gagné quelques centimètres, mais l'objectif de l'égalité réelle est encore à des kilomètres.

Le droit de s'asseoir sur un siège libre dans un bus; l'intégration symbolique d'une poignée d'enfants noirs dans quelques collèges; quelques places pour des Noirs dans des administrations et dans certaines professions; l'égalité du droit à un emploi dans les textes, mais non en pratique; le droit à l'égalité reconnu formellement et légalement, qui leur est dénié en pratique à chaque occasion - c'est ainsi que les choses se passent aujourd'hui, 96 ans après la Proclamation d'émancipation.

Il y a eu depuis le temps de Booker T. Washington un grand changement dans la conception et les revendications du mouvement noir, mais aucun changement fondamental dans la situation réelle des Noirs. Cette contradiction conduira à une nouvelle explosion et à un autre changement de politique et de direction. Dans la prochaine étape de ce processus, le mouvement noir américain sera forcé de se tourner vers une politique plus combative que le gradualisme, et de chercher des alliés plus sûrs que les politiciens capitalistes du Nord, qui sont eux-mêmes alliés aux « dixicrates » du Sud. Plus que tous les autres habitants de ce pays, les Noirs ont toutes les raisons et le droit d'être révolutionnaires.

Un parti ouvrier honnête d'une nouvelle génération reconnaîtra ce potentiel révolutionnaire de la lutte des Noirs, et appellera à une alliance de combat entre les Noirs et le mouvement ouvrier, dans une lutte révolutionnaire contre le système social actuel.

Des réformes et des concessions, bien plus importantes et significatives que toutes celles qui ont été obtenues jusqu'ici, seront les sous-produits de cette alliance révolutionnaire. Elles seront l'objet de la lutte et en résulteront à chaque étape du combat. Mais le nouveau mouvement ne s'arrêtera pas à des réformes, ne se contentera pas de concessions. Le mouvement des Noirs et le mouvement ouvrier combatif, unis et coordonnés par un parti révolutionnaire, résoudront le problème noir de la seule manière dont celui-ci peut être résolu - par une révolution sociale.

Les premiers efforts du Parti communiste dans cette voie, il y a une génération de cela, seront reconnus et réassimilés. Même l'expérience de la trahison stalinienne ne sera pas gaspillée. La mémoire de cette trahison sera une des raisons pour lesquelles la prochaine fois, ce ne seront pas les staliniens qui dirigeront.

Women and Revolution

Journal of the Women's Commission of the Spartacist League

Defeat Yeltsin-Bush Counterrevolution!

Interview with Soviet Women... 17

New Statistics Underlined Legacy of October Revolution... 22

Ireland: Smash Racist Attacks Against Travellers! 2

Women's Emancipation and the Struggle Against Imperialism... 26

Is Big Sister Watching You? NOW & the FBI... 40

Canada Persecutes Women Victims of Iran Regime... 43

Magic Johnson and the AIDS Crisis... 48

"New World Order" Anti-Abortion Campaign... 5

Vient de paraître !

Women and Revolution

(n° 40, hiver 1991-92)

Journal de la
commission femmes
de la
Spartacist League/US

Abonnez-vous !

3 numéros
pour 15 francs

Ecrire au Bolchévik :
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Il ne vient jamais à l'esprit de nos libéraux d'aujourd'hui de se poser la question de pourquoi leurs semblables de la génération précédente - à l'exception de quelques rares individus - n'ont jamais pensé à cette nouvelle attitude bien plus éclairée vis-à-vis des Noirs avant que Lénine et la Révolution russe ne viennent chambouler la vieille doctrine bien établie et complaisamment acceptée, codifiée, par la formule séparés-et-inegaux. Les libéraux anticommunistes américains et les dirigeants du mouvement syndical ne savent pas, mais un peu d'influence russe qu'ils haïssent et craignent tant les a eux aussi touchés.

[...]

Bien sûr, comme chacun le sait, les staliniens américains ont fini par em-

Algérie...

Suite de la page 12

quent au FIS: l'appui d'un clergé bien organisé et lié à un secteur influent de la bourgeoisie, et surtout le soutien criminel (et suicidaire) de toute la «gauche» iranienne, depuis les staliniens du Toudeh (PC) jusqu'aux pseudo-trotskyistes liés aux organisations internationales dont se réclament le PT et le PST algériens.

En Algérie, la menace de la prise du pouvoir par le FIS a introduit dans la société une profonde bipolarisation. D'un côté, dans la période précédant les élections, le FIS avait organisé à deux reprises de sinistres rassemblements de masse de plus de 100 000 personnes dans la capitale. D'un autre côté, aiguillonnés par la peur de la victoire du FIS, le 2 janvier, 300 000 personnes ont participé à une manifestation contre le FIS – peut-être la plus grande manifestation en Algérie depuis l'indépendance. Cette manifestation, avec comme mot d'ordre «Sauver la démocratie», était appelée par le FFS, parti d'opposition bourgeois essentiellement basé dans les régions berbérophones, qui a remporté 25 sièges dans les élections du 26 décembre. Elle était également soutenue par une large coalition de collaboration de classes, un front populaire, le Comité national de sauvegarde de l'Algérie (CNSA) réunissant la confédération syndicale UGTA, qui a été longtemps et reste encore partiellement caporalisée par le FLN, des associations patronales du secteur privé et du secteur public et le parti stalinien PAGES. Cette coalition avait rapidement été rejointe par des dizaines d'associations professionnelles (enseignants, médecins, ingénieurs, journalistes), des groupes de femmes et y compris des associations sportives. Tous voulaient «sauver la démocratie». Comment? En annulant les



Jean-Paul Pelissier/Reuters

Le 2 janvier, à Alger, 300 000 personnes manifestent, à l'appel du FFS bourgeois, contre le FIS. L'«unité» de collaboration de classes ne lui barrera pas la route. Pour écraser le FIS, il faut des actions de front unique rassemblant derrière la puissance du prolétariat tous ceux qui en sont la cible.

moins de neutraliser, une partie des masses plébéiennes dont le désespoir est manipulé par ces démagogues. Mais pour cela, la classe ouvrière doit impérativement se libérer des perfides entraves de la collaboration de classes. Elle a besoin d'un état-major révolutionnaire intransigent, un parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste.

L'Algérie est une confirmation éclatante – en négatif – de la théorie et du programme de Trotsky de la révolution permanente, dont la révolution d'Octobre est l'exemple classique victorieux: dans les pays à développement bourgeois retardataire, et notamment dans les pays néo-coloniaux, seule la classe ouvrière, dirigée par un parti bolchévique, peut prendre la tête des opprimés (les paysans mais aussi, dans un pays comme l'Algérie, les femmes) et résoudre

avec des grèves, au printemps dernier, dans les secteurs industriels clés. L'appel du FIS à une grève générale illimitée a été ignoré par la classe ouvrière (à l'exception des employés municipaux des APC contrôlées par le FIS). Les dirigeants du FIS, Abassi Madani et Ali Benhadj ont été arrêtés (ils attendent toujours leur procès devant un tribunal militaire), en même temps que des milliers de leurs militants au cours de raids des forces armées autour des mosquées, des permanences et des appartements du FIS. Alors que l'écrasante majorité de la classe ouvrière a ignoré le FIS, la population des quartiers déshérités a élevé des barricades et résisté aux assauts de l'armée qui a amené ses chars et massacré des dizaines et des dizaines de gens.

Quelque six mois après, confrontés à la perspective d'une majorité FIS au parlement, les dirigeants du FLN ont commencé à négocier avec les intégristes les conditions d'une «cohabitation» dont une condition aurait été le limogeage des chefs de l'armée. Par ailleurs, l'agitation grandissante contre le FIS inquiétait les chefs militaires; le Monde des 12-13 janvier signalait: «Des arrêts de travail sont prévus dans les prochains jours. Rassemblés à la Maison du peuple, plusieurs centaines de femmes ont exigé l'annulation des élections et ont lancé un appel à une grève nationale.» Au nom de la préservation de l'«unité nationale», le haut commandement militaire a décidé, devant le danger de «chaos», de prendre les devants. Chadli «démissionné» sans coup férir, le pouvoir est passé dans les mains d'un «Haut comité d'Etat». Bricolé à la hâte, le HCE est composé d'un certain nombre de «personnalités» qui sont autant de parfaits inconnus pour l'immense majorité des Algériens, mais dont le seul mérite est de ne pas être couverts de la boue de la corruption. Le vrai pouvoir y est représenté par le général Khaled Nezzar, l'homme de l'armée, qui depuis juin dernier avait la responsabilité de l'administration de l'Etat de siège.

Tous les partis politiques bourgeois se sont retrouvés rejetés dans l'opposition, y compris le FLN qui n'a pas tardé à dénoncer le nouveau régime comme «anti-constitutionnel». De leur côté, les dirigeants du FIS s'abstiennent, jusqu'à présent, d'appeler à des manifestations et ont adopté, arrestations en chaîne aidant, une attitude plus «conciliatrice». La première déclaration de la direction du FIS après l'annulation des élections appelait le peuple algérien à «s'armer de vigilance et de prudence» (le Monde, 15

janvier). Quelques-uns ont interprété ce communiqué comme un appel à l'insurrection (par exemple l'Alger républicain du 14 janvier avait en manchette: «Le FIS veut mener le pays à la guerre civile.») Mais la direction du FIS a annoncé qu'elle allait se tourner vers les tribunaux, pour évaluer «la constitutionnalité» du coup d'Etat militaire!

Constitué il y a à peine deux ans, sur la base d'une fusion d'un conglomerat de groupes réactionnaires intégristes, le FIS n'a pas pour le moment l'organisation et les cadres nécessaires pour prendre et garder le pouvoir. Au contraire de l'Iran, où le clergé chiite (fort de 180 000 membres) a fourni au régime de Khomeiny un appareil tout prêt, les islamistes algériens viennent de groupes universitaires disparates, de cercles centrés sur des mosquées (jusqu'à ce que l'insurrection d'octobre 1988 leur permette de capter une base dans la jeunesse).

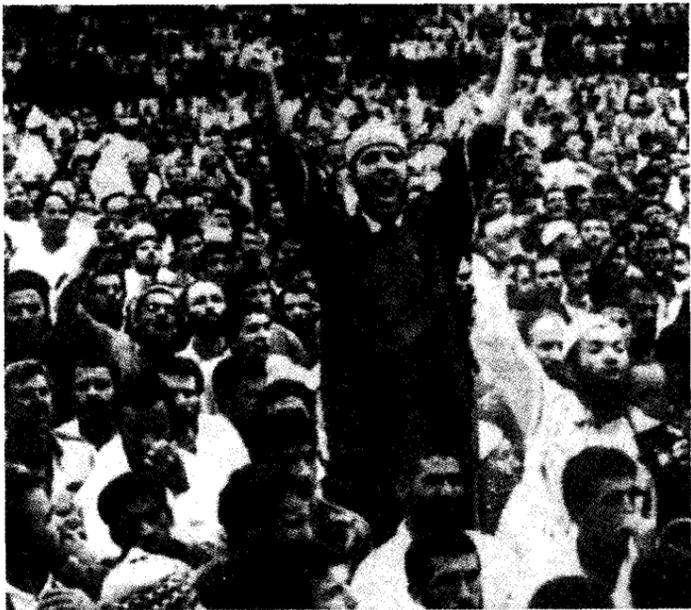
Il est clair que, pour le moment du moins, les dirigeants du FIS hésitent à se lancer dans une confrontation directe avec l'armée, épreuve dont ils ne sont aucunement assurés de sortir vainqueurs. Il est également clair qu'ils auront du mal (si tant est qu'ils en aient l'intention) à tenir longtemps en bride leurs troupes, et en particulier les éléments les plus «durs» qui sont impatients de se lancer dans une confrontation armée, notamment ceux qui se nomment eux-mêmes les «Afghanis» – les centaines de fanatiques réactionnaires qui se sont battus contre l'armée soviétique, les nationalistes modernisateurs et les femmes libérées de l'esclavage du voile en Afghanistan. Le 28 novembre, à la veille de la campagne électorale, un groupe d'Afghanis a ainsi perpétré une attaque contre un poste frontière algéro-tunisien à Guemmar, tuant et mutilant les corps de trois gendarmes. L'armée a riposté immédiatement, tuant une vingtaine d'intégristes et en arrêtant une centaine. Depuis le coup d'Etat militaire, il a été fait mention de plusieurs «incidents» armés isolés. Si l'Armée rouge (retirée d'Afghanistan par le traître Gorbatchev) avait réglé leur compte aux mollahs, ces Afghanis ne seraient pas aujourd'hui en train de semer la terreur réactionnaire en Algérie!

La politique anti-femmes du FLN a pavé la voie au FIS

Le régime du FLN, totalement discrédité, a essayé d'éviter sa chute en se posant comme la dernière barrière susceptible de prévenir la victoire de la barbarie théocratique – avant de chercher un accord avec le FIS. Pourtant, dès le début de la lutte contre le colonialisme français, le FLN, au nom du nationalisme arabe, a glorifié les traditions islamiques. Durant la guerre d'indépendance, le FLN a cherché, y compris par la violence, à imposer les prohibitions coraniques contre l'alcool et à faire respecter les fêtes religieuses, tant par ses propres membres que par la population en général. En 1958, avec ce qu'on a appelé la «bataille des voiles», le port du haïk, ce symbole de l'exclusion des femmes, a été érigé en étendard du nationalisme contre l'influence occidentale. Un nombre non négligeable d'oulémas (théologiens musulmans) ont rejoint les rangs du FLN, et un certain nombre d'entre eux en deviendront des dirigeants.

Après la prise du pouvoir, le FLN avait déclaré l'islam religion d'Etat; un ministre des Affaires religieuses contrôle les mosquées, paie les salaires et forme les imams. Le «socialisme islamique» du FLN a été repris par les suivistes du genre de Bachir Hadj Ali, le dirigeant

Suite page 10



Rassemblement des réactionnaires intégristes du FIS, le 4 octobre dernier, dans un stade d'Alger: un danger mortel pour le mouvement ouvrier, les femmes et tous les opprimés.

résultats des élections et en interdisant les partis intégristes – un appel à peine voilé à l'intervention directe de l'armée.

Ainsi donc, tous ceux dont l'horizon politique ne va pas au-delà d'un Etat démocratique-bourgeois hypothétique se réfugient dans la panique sous l'aile des assassins d'octobre 1988! Mais, l'«unité» qui, au nom du réformisme parlementaire, attache à leurs oppresseurs bourgeois en uniforme les femmes, la classe ouvrière, les minorités linguistiques ne repoussera pas la réaction islamiste. La seule voie, c'est de lutter résolument pour le pouvoir des travailleurs, notamment en formant des groupes de défense et des milices ouvrières pour mettre hors d'état de nuire les nervis intégristes et se protéger contre la répression de l'armée, en formant leurs propres organes de pouvoir – des soviets –, et en mettant à l'ordre du jour la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan qui expropriera la bourgeoisie et annulera la dette impérialiste. Quand le prolétariat s'engagera résolument sous son propre drapeau dans la lutte pour le pouvoir, il sera en mesure d'arracher à l'influence du FIS, ou du

les tâches démocratiques et de libération nationale en renversant la bourgeoisie «nationale» qui ruine le pays, affame et réprime les masses pour le compte des vampires impérialistes – en instaurant la dictature du prolétariat. La révolution socialiste en Algérie tendra nécessairement et devra s'étendre à toute l'Afrique du Nord. Pour des Etats-Unis socialistes du Maghreb! Et son onde de choc se propagera jusque dans l'ancienne métropole coloniale, la France, où les travailleurs originaires d'Algérie et du Maghreb sont une composante clé de la classe ouvrière. En brisant les chaînes de l'oppression impérialiste, la révolution prolétarienne mondiale permettra de s'atteler à la solution des tâches de développement économique, social et culturel dans le cadre d'une planification économique internationale.

L'armée et les intégristes

La direction du FIS a testé sa puissance, en juin dernier, contre l'armée – et a perdu cette bataille. L'aggravation des conditions de vie du peuple avait amené le pays au bord de l'explosion,

POUR CONTACTER LA LTF

Paris

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél: 42 08 01 49

Rouen

Spartaciste
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél: 35 73 74 47

Lyon

Spartaciste
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07

Algérie...

Suite de la page 9

stalinien qui conseillait à ses partisans d'avoir « *le Coran dans une main et Das Kapital dans l'autre* » (voir James Piscatori, [ed.], *Islam In The Political Process* [1983]). Les décrets gouvernementaux ont interdit la vente d'alcool aux musulmans. Pendant le Ramadan, tous ceux qui ont l'« air arabe » et qui fréquentent les rares restaurants qui restent ouverts durant ce mois de jeûne courent le risque de se voir demander leur carte d'identité par un policier.

Sous le régime du FLN, la loi islamique a été dirigée avec force contre les femmes. Ces mesures discriminatoires et les pressions sociales font qu'il est rare que les femmes algériennes vivent à l'extérieur du confinement de l'esclavage domestique ou prennent un emploi hors du foyer. Ainsi, même si plus de 10 000 femmes ont participé à la lutte de guérilla (selon Djamilia Amrane, *les Femmes algériennes dans la guerre* [1991]), aujourd'hui les femmes ne représentent que quelque 7% de la population active. Jusqu'à ce que cette loi soit abolie à l'automne dernier, les femmes mariées n'avaient en pratique pas le droit de vote dans la mesure où leurs maris pouvaient – et ils ne s'en privaient pas – voter « par procuration » à leur place. Le dernier Code de la famille, imposé en juin 1984, se base largement sur la *charia* et permet la polygamie imposée aux femmes, la répudiation, l'imposition de l'obéissance aux femmes mariées et la relégation des femmes au statut d'éternelles mineures, soumises à la tutelle des pères et des maris. Nous, trotskystes, exigeons l'abolition du Code de la famille, la séparation complète de la religion et de l'Etat! *Imams, flics, juges hors des chambres à coucher! Non à l'obligation du voile!*

Les islamistes ont pu recruter et mobiliser dans les mosquées et les universités – souvent dans des confrontations physiques avec des militants de gauche ou leurs opposants berbérophones – en grande partie parce que le FLN a lancé des campagnes pour une plus grande conformité de la société avec les préceptes de l'Islam. Au début des années 1970, le FLN a lancé une campagne d'« arabisation » qui visait à imposer l'utilisation de l'arabe classique dans l'éducation et l'administration. Dirigée avant tout contre les berbérophones, la politique d'« arabisation » forcée ne peut que, en limitant l'enseignement du français, couper encore un peu plus la jeunesse algérienne de la culture internationale, et également des travailleurs algériens émigrés en France et de leurs enfants. De plus, dans la mesure où l'arabe classique est largement différent de l'arabe dialectal algérien, une bonne partie de la population ne comprend qu'avec difficultés, sinon pas du tout, les émissions gouvernementales en arabe et regarde surtout la télévision française. Égalité pour toutes les langues usitées en Algérie, y compris le français!

Pour mettre en application cette campagne du « tout arabe », le gouvernement a été obligé d'embaucher, entre autres, des enseignants du Moyen-Orient, dont un certain nombre font partie du mouvement réactionnaire des Frères musulmans. Les intégristes se sont alors emparés des plaintes des étudiants, désormais obligés d'apprendre en arabe, qui protestaient du peu de carrières qui leur étaient accessibles, dans un pays où le français est la langue de travail dans pratiquement toutes les administrations et dans les industries nationalisées. De même, dans les années 1970, le gouvernement proposa un Code de la famille, et les débats qui s'ensuivirent fournirent un tremplin aux groupes intégristes qui attaquèrent, souvent violemment, leurs opposants de gauche ou féministes. Dès le début des années 1980, des bandes intégristes attaquaient des femmes habillées à l'occidentale, saccageaient des magasins vendant



Jean-Paul Pelsier/Reuters

Bab-el-Oued, un fief du FIS, sous haute surveillance. Mais les chefs de l'armée pourraient bien reprendre le programme des intégristes et imposer le voile aux femmes.

de l'alcool et mettaient à sac les restaurants ouverts durant le mois de Ramadan. Le dirigeant du FIS Ali Benhadj déclarait : « *Le lieu naturel de la femme est dans le foyer [...]. Si nous sommes dans une société islamique véritable, la femme n'est pas destinée à travailler. Ainsi elle ne quitte pas son foyer, afin de se consacrer à la grandiose mission de l'éducation des hommes. La femme est une reproductrice d'hommes* » (*Horizons*, 23 février 1989).

La percée des islamistes algériens, passant de cercles centrés autour des universités et des mosquées pour devenir une force organisée avec un commencement de base de masse, s'est faite autour des révoltes spontanées de la jeunesse algérienne en octobre 1988. Les groupes intégristes sont intervenus pour organiser plusieurs grandes manifestations de la jeunesse plébéienne qui tombait sous les balles de la police. Le président Chadli Bendjedid a demandé à plusieurs dirigeants intégristes, y compris au prédicateur démagogique Ali Benhadj, de lui présenter les doléances de la jeunesse insurgée. Cela a jeté la base pour la constitution du FIS et pour sa légalisation par le gouvernement. Après avoir semé le vent, par une répression féroce et en jouant démagogiquement la carte islamique, le FLN récolte maintenant la tempête de la fureur intégriste.

En Algérie, la question femmes est le front décisif où se jouera l'affrontement entre les forces de la réaction et la seule classe progressiste, le prolétariat mobilisé sous la direction d'un parti d'avant-garde. Pour la libération des femmes par la révolution socialiste!

Le FLN et l'armée au service des vampires du FMI

Sous le régime des nationalistes bourgeois du FLN, les expressions les plus horribles de l'arriération sociale ont coexisté et coexistent avec un puissant prolétariat concentré dans l'industrie, le pétrole, l'acier et autres industries modernes. En avril dernier, ces ouvriers ont démontré leur puissance sociale dans une grève générale de 48 heures, contre le brutal programme d'austérité du gouvernement, qui a paralysé le pays. Il est désespérément nécessaire de forger un parti trotskyste enraciné dans ce prolétariat combatif, pour mobiliser cette puissance dans la lutte pour la révolution ouvrière.

L'Algérie est prise dans l'étau de l'extorsion et de l'exploitation impérialistes qui saignent la population à blanc. La pression meurtrière du FMI ne peut que s'accroître, les impérialistes qui ont détruit l'Irak et qui ont décrété, hâtivement, la « fin du communisme » à l'Est, se sentent libres d'exploiter sans entraves et de façon encore plus brutale les pays néo-coloniaux.

Près de 8 milliards de dollars – les deux tiers des revenus pétroliers qui représentent l'unique source de devises – sont versés annuellement dans les coffres des banques du capital international en

remboursement du service de l'énorme dette extérieure qui approche les 25 milliards de dollars. Le tiers restant des revenus pétroliers couvre les achats de produits alimentaires dont la plus grande partie est importée. (La raison en est que le FLN a concentré l'investissement dans l'industrie nationalisée, le secteur agricole prometteur a été laissé à l'abandon.) Il en résulte qu'il ne reste plus assez de devises pour payer les techniciens de maintenance et les pièces détachées importées des métropoles impérialistes qui ont construit la plupart des usines « clés en main ». Avec la pénurie de matières premières et des chaînes de production en panne, les usines algériennes tournent à 60% de leur capacité de production. Le résultat, c'est un taux de chômage de près de 23% (selon les sources officielles elles-mêmes). Les réformes imposées par le FMI visant à « rationaliser » et à privatiser une partie du secteur public provoquent d'ores et déjà de nouveaux trains de licenciements qui ne pourront aller qu'en s'accroissant.

La Chambre de commerce d'Algérie évalue l'inflation à près de 43%. Le salaire mensuel moyen est de 3 500 dinars alors qu'un kilo de poulet coûtait, au mois d'août dernier, 200 dinars. Les vampires du FMI ont récemment imposé l'arrêt des subventions aux produits alimentaires et une dévaluation de 400% du cours officiel du dinar, ce qui se traduit par une hausse encore plus grande des prix des produits de première nécessité.

Avec le Traité d'Evian de 1962, le régime FLN issu de la guerre d'indépendance a tissé des liens néo-coloniaux avec

l'ancienne métropole coloniale, la France. La production algérienne de pétrole et de gaz, particulièrement après l'« explosion des prix » des années 1970, a permis de financer un programme ambitieux d'industrialisation. Cependant, avec la chute des prix du pétrole dans les années 1980, le pillage impérialiste a jeté le pays dans une spirale économique descendante.

Avec l'un des taux de natalité les plus élevés au monde, 250 000 personnes arrivent chaque année sur le marché du travail avec peu de chances de trouver un emploi. Alors que les villes telles qu'Alger présentent le spectacle de toute une génération qui se consume à passer son temps adossée aux murs (les hitistes), ou en vendant des T-shirts sur les trottoirs. L'écrasante majorité de la population s'entasse dans des logements trop petits (la moyenne nationale : 8 personnes par pièce de 12 m²), alors que les profiteurs millionnaires du « socialisme » algérien circulent en Mercedes.

La bourgeoisie algérienne renie le droit à toute une couche sociale (des centaines de milliers de jeunes désespérés) de recevoir une instruction réelle (moins de 4% de chaque génération va au-delà du baccalauréat). Cela fournit une audience toute prête au populisme démagogique du FIS – et à sa promesse de vengeance contre les mandarins corrompus du FLN.

La crise dans laquelle se débat l'économie algérienne puise sa source dans le pillage impérialiste implacable, et principalement de l'impérialisme français. Dans l'ancienne métropole coloniale, la victoire électorale du FIS a servi de prétexte pour alimenter la campagne raciste. La bourgeoisie impérialiste française et ses laquais sociaux-démocrates actuellement au gouvernement, qui ont les mains couvertes du sang des deux millions d'Algériens tombés pendant la guerre d'indépendance et des centaines de travailleurs algériens massacrés en plein Paris en octobre 1961, crient maintenant au danger contre la « démocratie » ! Alors que cette même bourgeoisie a aidé de toutes ses forces les réactionnaires islamistes en Afghanistan, qu'elle soutient les pires nationalistes réactionnaires dans les pays de l'Est, elle voit dans tout travailleur « immigré » maghrébin un intégriste dangereux. Et les fascistes agitent l'épouvantail d'une nouvelle vague d'immigration, fuyant une Algérie islamiste, déferlant sur la France. Le torchon fasciste *Minute* sous le titre « Pas une voix ne doit manquer au FIS! » vomit sa haine raciale : « *Grâce au FIS, les Algé-*

Jeune Afrique



Ouvrières algériennes – La participation des femmes à la production sociale constitue une condition de leur émancipation sociale.

riens vont ressembler à des Arabes et de moins en moins à des Français. Le fossé va donc s'élargir encore en France entre Français et ressortissants maghrébins», et plus loin «[...] surtout pas un immigré algérien de plus!» (le Monde, 11 janvier). Mobilisations ouvrières/«immigrées» pour écraser les fascistes! Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs «immigrés» et leur famille! Les travailleurs «immigrés» occupent une place stratégique dans l'industrie française et constituent un véritable pont entre la classe ouvrière de ce pays et celles de l'autre rive de la Méditerranée. C'est pourquoi nous nous battons en France pour construire un parti ouvrier multiethnique d'avant-garde.

La clé est dans une direction révolutionnaire. Pour un parti trotskyste en Algérie!

Malgré l'échec de l'«industrie industrialisante», l'Algérie a créé un prolétariat industriel relativement nombreux. Ainsi, plus d'un Algérien salarié sur cinq travaille dans le secteur industriel ou assimilé, concentré à Arzew (port pétrolier et gazier près d'Oran), dans les centres industriels de Rouiba, Reghaïa et El Harrach (près d'Alger) et dans le pôle industriel autour d'Annaba, comprenant Skikda (pétrole et gaz) et El Hadjar (sidérurgie et cimenterie). Sans oublier les centres d'extraction de pétrole et de gaz naturel à Hassi Messaoud et Hassi R'Mel. Ces régions furent paralysées durant la «grève générale» contre le FMI en avril dernier et ont largement ignoré la «grève générale» appelée par le FIS. Lors des élections du 26 décembre dernier, et en l'absence des résultats complets par circonscription, ce que l'on peut constater c'est que ces centres industriels ont connu les taux d'abstention les plus élevés et c'est là où les candidats du FLN étaient arrivés en tête devant le FIS.

De façon générale, le prolétariat algérien a ignoré les sirènes de la démagogie réactionnaire des intégristes, dont le programme inclut la destruction des organisations de la classe ouvrière. Des travailleurs ont chassé de leurs usines les agitateurs du SIT (Syndicat islamique du travail). Il est nécessaire, pour des révolutionnaires, de combattre dans l'UGTA sa direction corrompue et sclérosée. La classe ouvrière algérienne doit construire des syndicats lutte de classe et forger dans la lutte sa confédération syndicale, qui soit indépendante de l'Etat et démocratique dans son fonctionnement – ce qui n'est possible que sous une direction révolutionnaire. Car toute lutte purement syndicale est vouée inéluctablement à l'échec. Au cours de sa lutte contre l'inflation et le chômage qui frappe particulièrement les femmes et les jeunes – et pour les échelles mobiles des salaires et des heures de travail –, contre la dictature militaire et contre les gangsters du FIS, le prolétariat devra aussi se doter d'organes de combat, tels que des piquets de grève, des groupes d'autodéfense, des comités de grève ou des comités d'usine: les embryons de ses soviets.

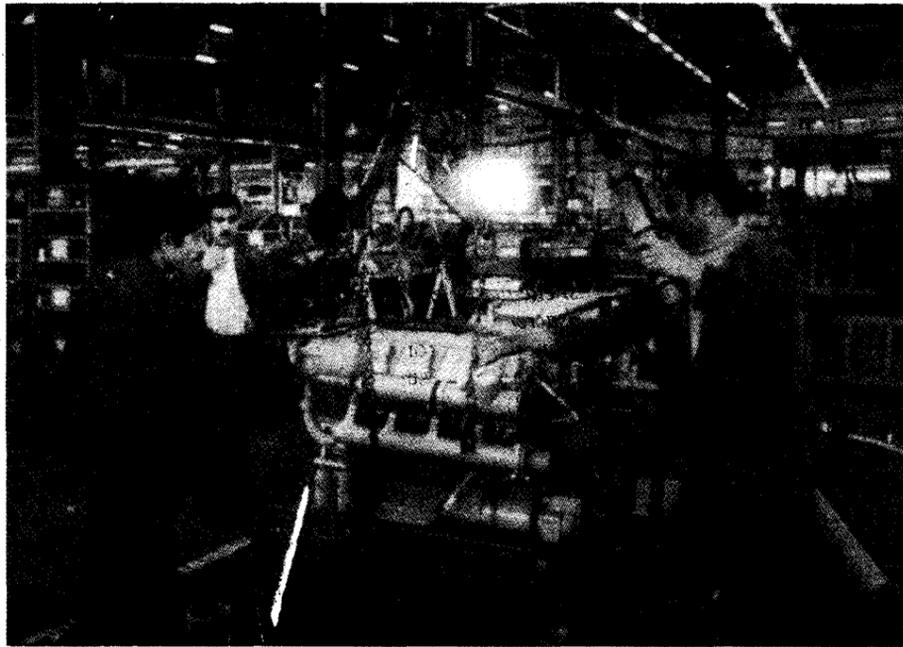
Pour briser l'étranglement infernal de l'exploitation impérialiste et mettre les forces productives algériennes au travail, pour écraser le danger intégriste et pour en finir avec la dictature militaire, une révolution prolétarienne est nécessaire. En ces heures cruciales, le prolétariat algérien manque désespérément d'une direction révolutionnaire.

Les misérables stalinien du PAGS, qui se sont historiquement maintenus à l'ombre du FLN et qui aujourd'hui sont plongés dans une crise profonde, sont en train de scissionner et tournent explicitement le dos au prolétariat et voient dans la «bourgeoisie moderniste» la seule alternative à la «bourgeoisie archaïque». En attendant, ils applaudissent à la prise du pouvoir par l'armée qu'ils ont appelée de leurs vœux!

Les sociaux-démocrates du PT, qui se

réclament frauduleusement du trotskysme, avaient déjà donné un soutien ignominieux à la «grève générale illimitée» du FIS en juin dernier. Ayant bien appris leurs leçons de leur maître à penser, Lambert, qui depuis Paris soutenait la prise du pouvoir de Khomeiny en Iran et appelait à l'extension de la «révolution islamique» aux républiques d'Asie centrale soviétique, ces bandits politiques appelaient au boycott des élections et les intégristes à prendre directement le pouvoir en coalition avec l'UGTA et le FFS! Les militants sincères égarés dans cette organisation, qui n'hésite pas à faire des blocs avec les pires ennemis de tout ce qui peut ressembler au progrès humain, doivent quitter le PT, très vite et sans laisser d'adresse!

Il existe un deuxième groupe de quel-



Dans une usine de Rouiba. Seule la classe ouvrière, prenant la tête du combat de tous les opprimés, pourra écraser le FIS et renverser le régime militaire.

que importance se réclamant, lui aussi frauduleusement, du trotskysme: le PST, section sympathisante de l'«internationale» de Mandel-Krivine. Une organisation marquée par le soutien politique que ses «ancêtres» politiques ont donné au régime nationaliste petit-bourgeois du FLN sous Ben Bella. Ce courant, connu sous le nom de pabliste (du nom de Michel Pablo qui en était un des dirigeants et qui ira jusqu'à devenir conseiller du gouvernement Ben Bella), avait déjà abandonné toute confiance dans les capacités révolutionnaires du prolétariat et abandonné la lutte pour construire le parti révolutionnaire sur le programme trotskyste de révolution socialiste. Surtout depuis sa légalisation (ce qui permettait à ces soi-disant «révolutionnaires» de recevoir des fonds de l'Etat bourgeois algérien), le PST s'est caractérisé par un opportunisme crasse. Léon Trotsky avait déjà remarqué que le crétinisme parlementaire est encore plus misérable et criminel dans les pays sans vrai parlement. Le PST en est l'illustration vivante, qui en l'espace de neuf mois a tenu rien moins qu'un congrès et une conférence nationale pour décider de son attitude dans des élections qui ont été annulées par deux fois!

Son programme peut se résumer en quelques mots: élections législatives à la proportionnelle intégrale, «seul moyen d'empêcher le FIS minoritaire de gagner [!!]» (El Khatwa n°1, septembre 1990); le front ouvrier et populaire (FOP), un terme qui recouvre une volonté de constituer sur un programme réformiste des blocs avec des forces bourgeoises telles que le FFS. Le PST propose notamment dans le programme de ce FOP la «relance» de l'industrie et de l'agriculture, l'impôt sur les grosses fortunes, la défense du secteur d'Etat bourgeois. Comme tous les opportunistes, le PST invoque la nécessité de «défendre la démocratie» pour couvrir une politique d'alliances avec une aile soi-disant «progressiste» de la bourgeoisie. Le titre de sa déclaration du 16 juin 1990, à propos

des municipales, condense tout son programme de collaboration de classes: «Après les élections, seule une vraie démocratie permet d'échapper au FLN et au FIS.»

Certes, le prolétariat algérien doit impérativement lutter jusqu'au bout et dans la plus totale indépendance – par ses propres méthodes de classe – pour les droits démocratiques concrets, mais il ne lutte aucunement pour instaurer un quelconque régime «démocratique» bourgeois, illusoire dans un pays capitaliste retardataire comme l'Algérie. Une telle «démocratie parlementaire» ne peut pas être autre chose qu'une brève transition entre deux régimes dictatoriaux – un piège criminel qui détourne les exploités et opprimés de la seule voie pour résoudre, à l'époque impérialiste, les

dans les régions berbérophones avaient comme revendication la «légalisation du tamazight» mais, misérable capitulation, cette revendication disparaissait dans les autres régions! Ultime capitulation – et c'est un doux euphémisme – on peut trouver la signature du PST (et celle du PT d'ailleurs), à côté de celle des islamistes de Hamas, au bas d'un tract, daté du 7 août 1991 et sorti à l'occasion d'une «rencontre des partis», qui commence par la formule religieuse consacrée: «Au nom de dieu le clément et miséricordieux». Il n'est pas nécessaire de commenter!

Il n'est aucunement surprenant que des groupes qui, comme le PST, soutiennent la contre-révolution «démocratique» derrière le proimpérialiste Eltsine se retrouvent, en Algérie, derrière un programme de «démocratie» bourgeoise – un programme qui mène criminellement les masses exploitées et opprimées à la défaite. On ne peut pas en même temps soutenir Eltsine, l'agent du FMI à Moscou, et prétendre combattre le FMI et ses agents à Alger. A Moscou, seule la LCI, basant son programme sur les capacités révolutionnaires du prolétariat, lutte pour que les travailleurs se mobilisent pour la révolution politique ouvrière afin de renverser les Eltsine. En Algérie, un véritable parti trotskyste, aussi faible qu'il eut pu l'être au moment de l'«ouverture» après les révoltes d'octobre 1988, aurait pu, pourvu qu'il ait été armé d'un programme et d'une volonté révolutionnaires, étendre son influence parmi les ouvriers et les femmes en Algérie. Un groupe de propagande, même travaillant dans la semi-clandestinité, qui aurait salué l'Armée rouge en Afghanistan, qui aurait, au moment où le traître Gorbatchev retirait les troupes soviétiques, appelé à des brigades internationales pour lutter contre la réaction islamiste en Afghanistan, ou qui aurait collecté de proche en proche des fonds pour les victimes civiles de Jalalabad, aurait été dans les deux dernières années à même de recruter des femmes, des cadres ouvriers susceptibles d'entraîner les masses travailleuses en lutte dans un combat pour la révolution prolétarienne.

La situation abominable qui est faite au prolétariat et à toutes les femmes d'Algérie est une condamnation sans appel des organisations ouvrières traîtres telles que le PAGS ou le PST (on ose à peine évoquer le PT). Beaucoup de temps a été perdu, beaucoup d'occasions gâchées, mais rien n'est définitivement joué. Armé d'un programme d'acier, un parti trotskyste pourra saisir les occasions qui s'ouvriront inévitablement dans la prochaine période. Un tel parti reste à construire. En avant vers la section trotskyste algérienne de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). En avant vers la renaissance de la Quatrième Internationale! ■

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK 4

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)

Hors Europe : 40 F (avion 60 F) — Etranger : mandat poste international
Algérie : 30 DA – Maroc : 20 DH – Tunisie : 3 000 m

Nom _____ Tél _____
Adresse _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Pas d'illusions dans les massacreurs d'octobre 88 ! La classe ouvrière doit écraser le FIS !

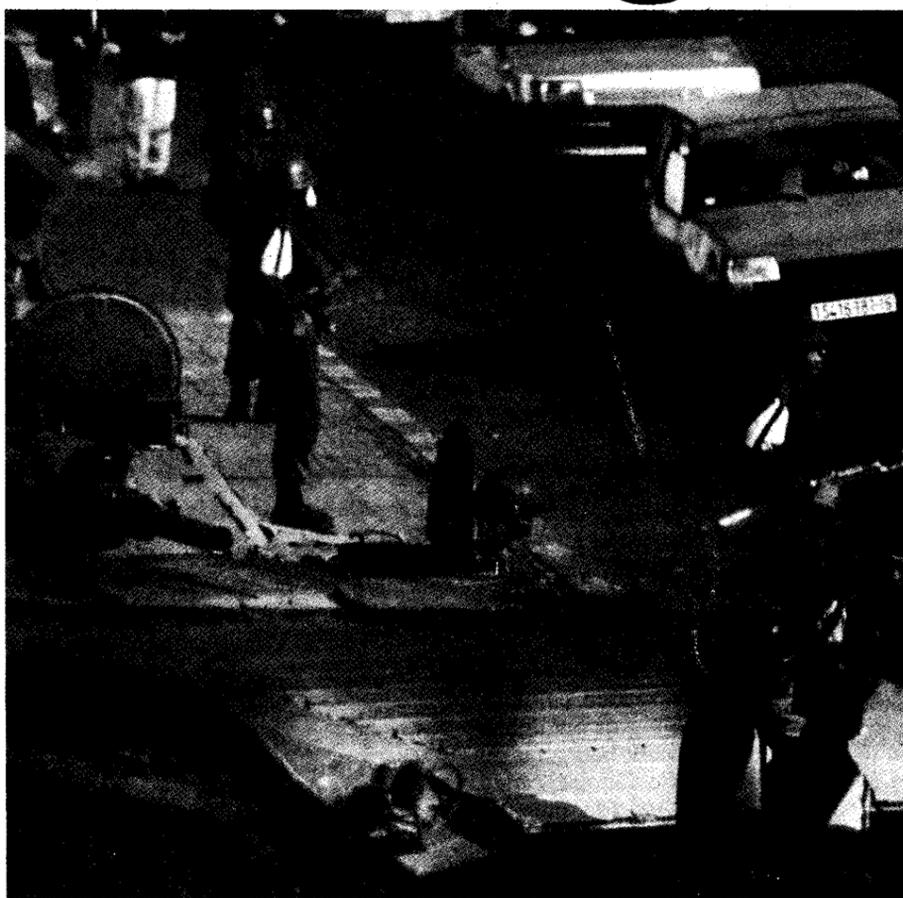
Où va l'Algérie ?

30 janvier - En 1988, l'Algérie a été secouée par une vague de grèves ouvrières ; en octobre, la jeunesse privée d'avenir se révoltait contre l'austérité du FMI et la dictature du FLN - une révolte écrasée dans le sang par l'armée qui massacra plus de 500 personnes. Juin 1990 : victoire des intégristes du Front islamique du salut (FIS) aux élections municipales. Le 5 juin 1991 : après l'échec d'une grève générale politique appelée par le FIS, l'état de siège est déclaré, les élections sont reportées et l'armée arrête les dirigeants Abassi Madani et Ali Benhadj, ainsi que des milliers d'activistes de ce parti réactionnaire. 11 janvier 1992 : après que le FIS a remporté le plus grand nombre de sièges au premier tour des élections législatives, le président Chadli Bendjedid est démissionné, les élections sont annulées, l'armée prend directement le pouvoir pour empêcher les intégristes d'y accéder.

Comme nous l'écrivions, l'année dernière, après l'instauration de l'état de siège : « [...] le pays est au bord de la guerre civile. Au-delà des péripéties du "multipartisme", de l'"établissement de la démocratie", la question de qui va gouverner est posée : soit les islamistes, soit l'armée (ou une combinaison des deux), soit le pouvoir ouvrier. La classe ouvrière algérienne doit rentrer dans la lutte sous son propre drapeau et, entraînant les femmes, les paysans sans terre, les ouvriers agricoles, les masses de jeunes chômeurs, doit renverser le régime APN/FLN et balayer le FIS réactionnaire » (le Bolchévik n° 112, juillet-août 1991).

A bas le « nouvel ordre mondial » !

Les idéologues de l'impérialisme affirment le plus sérieusement du monde que la soi-disant « mort du communisme » en Europe de l'Est ferait aujourd'hui souffler sur la planète entière le souffle magique de la « contagion démocratique ». Mais en réalité, les Bush, Kohl et autres Mitterrand ont soutenu et soutiennent aujourd'hui activement en Europe de l'Est et en URSS les forces de la réaction la plus noire. De la Yougoslavie à l'URSS, nationalistes génocides, fascistes, antisémites, cléricaux-réactionnaires de tout poil sont les troupes de choc d'une contre-révolution capitaliste qui est tout sauf « démocratique ». Partout dans le monde, les réactionnaires de choc, tels les intégristes du FIS, ne peuvent que se sentir puissamment encouragés par la montée de cette racaille réactionnaire qui partage leur haine des femmes et des



L'armée, qui vient de prendre directement le pouvoir, place ses chars aux points stratégiques d'Alger.

Juifs, leur anticommunisme et leur volonté d'imposer un « ordre » obscurantiste. Et cela d'autant plus que pour les intégristes, en Algérie comme ailleurs, l'engagement anticommuniste a pris depuis des années la forme éminemment concrète d'un soutien politique et militaire direct à la réaction intégriste afghane, par ailleurs armée par les gouvernements occidentaux - et soutenue aussi par de misérables traîtres à la cause des femmes et des opprimés se prétendant faussement « trotskystes ».

Les travailleurs des pays capitalistes du « tiers monde » sont d'autant moins enclins à avaler les contes à dormir debout sur le « triomphe de la démocratie » qu'ils savent parfaitement ce que leur réserve le « nouvel ordre mondial » des Bush et des Mitterrand : le pillage chaque jour plus impitoyable, organisé à la pointe des baïonnettes d'armées qui ne sont désormais rien d'autre que les gardes prétoriennes locales du FMI, avec pour tout pays qui refuserait d'obéir aveuglément aux diktats des brigands impérialistes la menace d'être affamé et écrasé sous les bombes des « démocraties », comme les

300 000 Irakiens massacrés avec une sauvagerie raciste inouïe pendant la guerre du Golfe. (Alors, nous appelions à la défaite des impérialistes, à la défense de l'Irak et à des mobilisations et grèves ouvrières contre le blocus et l'agression impérialistes.) Dans cette situation, les masses laborieuses affamées et réprimées ressentent comme autant d'insultes cyniques les frauduleuses promesses de « prospérité », de « développement », de « démocratie » et d'« indépendance » des régimes nationalistes. Mais en l'absence d'une alternative révolutionnaire prolétarienne, la banqueroute du soi-disant « nationalisme modernisateur » bourgeois nourrit le développement de forces obscurantistes qui manipulent les éléments les plus arriérés des masses plébiennes désespérées afin d'en faire des troupes de choc pour imposer un régime d'oppression néo-coloniale plus brutal encore.

L'Algérie est sur le fil du rasoir. Le corps des officiers assassins fait face au sinistre mouvement intégriste. Le FLN qui a monopolisé le pouvoir depuis l'indépendance, arrachée à l'impérialisme français, est au bout du rouleau. Le FIS

se nourrit de la misère économique des masses. Tout ce que l'Algérie compte de démocrates bourgeois, de petits-bourgeois modernistes, de réformistes cherchent leur salut dans l'armée qui se camoufle à peine derrière un « Haut comité d'Etat » (HCE). Aujourd'hui, le commandement militaire est à l'affût, cherchant le plus petit prétexte pour déclarer l'état de siège et étrangler l'opposition. Sous le prétexte d'exorciser le danger intégriste, ces mesures fermeront l'ouverture politique limitée qu'a connue l'Algérie après octobre 88, pas seulement la possibilité d'aller aux urnes, mais aussi la possibilité d'activité, de débat et de regroupement dans la gauche. Si le FIS semble hésiter à lancer ses troupes dans les rues, c'est qu'il est loin d'être sûr de sortir vainqueur d'une guerre civile. Il serait néanmoins illusoire d'ignorer la toujours possible entente entre l'armée, ou une partie de l'armée, et les islamistes, ou encore que l'armée reprenne le programme du FIS. La situation peut basculer à tout moment.

Les travailleurs doivent écraser le FIS. A bas le pouvoir militaire !

Lors du premier tour des élections du 26 décembre dernier, le FIS a remporté 188 sièges, distançant, et de loin, le FLN au pouvoir, qui n'a obtenu que 15 sièges. Le FIS, qui avait fait campagne sous le mot d'ordre « Pas de lois, pas de constitution, seulement la Loi de Dieu et du Coran », était pratiquement assuré d'obtenir une forte majorité au soir du second tour. Enivrés par leur victoire, ses dirigeants exigeaient déjà de tous ceux qui s'étaient opposés à eux de « faire leur repentir publiquement ». La perspective terrifiante de la prise du pouvoir par un parti déterminé à imposer par la terreur son « ordre » obscurantiste - la prison du voile et l'exclusion totale de la vie sociale pour les femmes, la lapidation des « adultères », l'amputation de la main des voleurs, l'oppression des berbérophones, l'écrasement du mouvement ouvrier - a fait planer sur l'Algérie et sur toute l'Afrique du Nord le spectre de l'Iran de Khomeiny.

Les différences entre l'Iran de 1979 et l'Algérie de 1992 sont cependant considérables. Pour s'emparer du pouvoir, après un sanglant bras de fer avec l'armée du shah (qui finira par un accord avec elle), Khomeiny avait bénéficié, pour mettre en mouvement derrière lui des millions d'hommes, de deux atouts clés qui man-

Suite page 9

Libération des femmes par la révolution socialiste !